



Industrie : La raffinerie Dangote Oil Refinery inaugurée à Lagos par La Rédaction p12

Économie : Impact de la guerre en Ukraine sur l'économie africaine par Armand et Nathalie Daouda p 8

Industrie : L'industrie de l'animation en Afrique par La Rédaction p 54

Magazine

K-WORLD



Bimestriel d'information pour les entrepreneurs avril - mai 2023 n°06

L'agriculture et l'agro-industrie

Leviers de la transformation économique du continent africain



Faites entendre la voix de votre entreprise !

Communiquez dans le magazine K-World

Contact : +229 91 40 04 04
redaction@kworldmagazine.online



Crédit photo Freepik

En couverture

Comment le travail de la terre contribue au développement des nations ? Loin des préjugés dimunitifs, cette activité est vitale pour l'ensemble de l'humanité. Importante source d'opportunités, l'agriculture est un des secteurs prioritaires partout dans le monde. En Afrique, le secteur agricole et l'agro-industrie constituent un potentiel énorme pour le développement ►► [Lire la suite page 15](#)

4 L'éditorial de Nathalie Daouda.

Informations socio-économiques

8 **Économie mondiale** : Quel est l'impact sur l'économie de l'Afrique sub-saharienne de la guerre en Ukraine ?

12 **Industrie** : La raffinerie Dangote Oil Refinery inaugurée à Lagos lundi 22 mai 2023 à Lagos.

Le magazine K-World est édité par ND Consultant Group :
Siège social : 8 rue Allard - 94160 Saint Mandé (France)
Filiale : N°277 rue 11.034, Gbégamey Cotonou (Bénin)
Téléphone : + 229 91 39 24 24 / +229 91 40 04 04
Email : redaction@kworldmagazine.online

Directeur de la publication
 Nathalie Daouda **Email** : ndaouda@nd-consultant-group.com

Dossier spécial | L'agriculture et l'agro-industrie : Leviers de la transformation économique du continent africain

- 15 **Introduction** : Comment le travail de la terre contribue au développement des nations ?
- 18 **Économie** : Les défis de l'agriculture en Afrique pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.
- 24 **Agro-industrie** : Un programme de certification biologique de la noix de cajou brute nigériane.
- 26 **Économie** : Top 10 des pays africains les plus influents dans le secteur agricole en 2022.
- 32 **Économie** : Marché de la production de riz en Afrique ; tendance générale et les politiques publiques de renforcement de la filière.
- 36 **Économie** : Difficultés du secteur agricole, quelles solutions pour l'Afrique ?
- 40 **Agriculture** : Production de blé en Afrique ; le Zimbabwe bat le record du plus grand producteur à la fin de la campagne 2022.
- 44 **Économie** : Sur le marché du manioc, le Nigéria, le plus grand producteur au monde.



Entretien avec ...

50 **Industrie créative** : Edjèdji Odilon ASSOU et Dotou Bénédicte SAÏZONOU créent le concept "TOTCHE", les villes et cultures du Bénin en dessins animés.



Focus sur ...

54 **Économie** : L'industrie de l'animation en Afrique.



Rédacteur
 Elias Mahoutondji Djividé
Email : redaction@kworldmagazine.online

Communication et publicité
 Régie publicitaire du Magazine K-World
Email : redaction@kworldmagazine.online // assistantedg@nd-consultant-group.com
ISSN 2741-8251-07

Société | Être utile à sa communauté, c'est l'un des sens les plus pertinents de la vie

par Nathalie Daouda



Crédit photo Freepik

Être utile à sa communauté, je pense que c'est l'un des sens les plus pertinents de la vie. Et l'un des chemins pour y parvenir est l'entrepreneuriat. On pourrait résumer ainsi cette voie : (1) Identifier un manque dans la communauté. (2) Proposer une solution qui comble ce manque. (3) Gagner sa vie en le faisant.

Cependant, il faut bien reconnaître que lorsque l'on embrasse une carrière entrepreneuriale, il est facile de se perdre

dans le parcours sinueux de la course à la richesse financière pour soi-même. Le service rendu à la communauté peut aisément passer au dernier rang des préoccupations, pour céder la place au gain rapide et facile, par tous les moyens nécessaires, licites ou non.

Car, nous vivons dans un monde qui est dirigé par deux principes déterminants que sont l'argent et la domination.

Le principe "argent"

Les choses sont faites de sorte que dans nos vies quotidiennes, tout (ou presque) se résume à la disponibilité ou non d'argent « liquide » ; notre alimentation, notre habitat, nos vêtements, notre santé, notre déplacement, et même, nos relations avec les tiers.

Dans le monde des affaires l'argent est la base de toutes les interactions de l'entrepreneur, quoi que l'on dise. Depuis la conception de la solution jusqu'à sa commercialisation, l'accès à la ressource argent va déterminer la qualité, le positionnement et pérennité de l'offre.

Le principe argent est si profondément lié à la qualité de notre vie quotidienne moderne, et de notre activité, que nous sommes conditionnés pour amasser de l'argent, et le dépenser de manière à faire savoir au monde, que nous possédons beaucoup d'argent.

Nous sommes considéré-e-s comme fiables, respectables, craint-te-s, convoité-e-s, si nous savons prouver ou donner l'illusion d'avoir accumulé beaucoup de (signes extérieurs de) richesses.

Comment donc ce principe « Argent » contribue à l'épanouissement des membres de notre communauté ? Quels sont les indicateurs de bonheur dans ce groupe ? Est-ce que la présence ou l'absence d'argent a une incidence sur l'harmonie au sein de cette communauté ? Les réponses dépendent forcément des autres valeurs structurantes qui régissent cette société.

Quid du principe de « domination » ?

La domination est plus subtile à identifier tant elle prend des formes diverses, plus ou moins évidentes à reconnaître.

Prenons par exemple le fait de « genrer » les entrepreneurs. L'un des effets visibles est que cela oppose bloc contre bloc les entrepreneurs « hommes » et les

entrepreneurs « femmes ». La prémisse est que le monde de l'entrepreneuriat est « accaparé » par les hommes, qui contrôlent abusivement la discipline et ses outils, au détriment des femmes. De ma place pourtant, j'ai une perception différente. En premier lieu, je constate qu'il y a probablement plus de femmes qui créent et dirigent leur propre activité professionnelle. Au Bénin particulièrement, les commerçantes sont légion depuis des générations. On trouve des femmes dans absolument toutes les disciplines, avec des expériences et des parcours aussi variés qu'il y a de personnes.

Alors je me pose la question : à qui profite cette opposition des genres dans l'entrepreneuriat ? Quel serait l'intérêt « des hommes », de prendre le contrôle d'une activité ancestrale qui résout des problématiques réelles et concrètes dans les communautés, pour frustrer une partie importante des acteurs, « les femmes » ? En quoi la domination d'un groupe sur l'autre est économiquement pertinente alors que les performances dudit dominant ne sont pas remarquablement supérieures ?

La domination va se retrouver par exemple dans les injonctions de groupes minoritaires pour la consommation de tel ou tel produit, l'adoption de tel ou tel comportement par le reste de la communauté. J'emploie à déceint le terme « injonction » au sens où, la communication qui accompagne les offres est binaire. Vous êtes branchés ou vous êtes ringards. Vous êtes modernes ou vous êtes rétrogrades. La connotation négative associée au groupe qui choisit de ne pas consommer est plus ou moins subtile, mais elle tend systématiquement à ostraciser les individus, les communautés, les activités etc...

La domination ici s'exprime par la culpabilisation de celles et ceux qui ne veulent pas suivre le mouvement qui leur est « proposé », par la minorité bruyante. Dans le monde des affaires, on parlera des nouvelles tendances, des nouveaux standards, de nouvelles technologies etc... Dans la vie quotidienne, se seront de nouvelles modes, de nouveaux dogmes sociaux...

Être utile à sa communauté sans l'appauvrir ni l'asservir sous une forme ou une autre semble relever de l'exceptionnel

Et j'insiste sur le mot « exceptionnel » car il porte en lui un message d'espoir puissant que je me dois de partager pour le protéger. Car exceptionnel signifie que cela existe. Il n'y a pas de fatalité, et tout fini toujours par passer. Ce temps et ces valeurs argent/ domination également passeront. Je le constate personnellement tous les jours.

Nous sommes nombreux sur cette terre à être des capitalistes responsables qui croient que le salut de nos communautés est dans le travail collaboratif, le respect de la vie et de la nature et le partage équitable des fruits du labeur. ■





ND CONSULTANT GROUP

**AUDIT
CONSEIL
FORMATION
ACCOMPAGNEMENT
ÉVÉNEMENTIEL**

Les entités du groupe ND Consultant accompagnent les entreprises et les entrepreneurs dans la construction de leur stratégie de développement d'affaires.

Notre vocation est d'aider ces organisations à augmenter leur chiffre d'affaires durablement, tout en respectant les personnes, l'environnement et l'éthique. C'est ce que nous appelons, le Capitalisme Responsable

[En savoir plus](#)



contact@nd-consultant-group.com

Économie mondiale | Quel est l'impact sur l'économie de l'Afrique sub-saharienne de la guerre en Ukraine ?

par Armand et Nathalie Daouda



Crédit photo AdobeStock_340585823

« Sachez le bon que produit la terre et vous profiterez de ses ressources; connaissez les routes et vous prendrez la bonne » - Sun-Tzu (L'Art de la Guerre)

Tout d'abord, qu'est-ce qui retient les économies africaines et particulièrement celles de la zone subsaharienne francophone de se démarquer sur la scène internationale ?

Qu'est-ce qui fait que ces économies sont classées presque irrémédiablement dans la case des « pays pauvres », alors que leurs sous-sols regorgent de richesses minières, et qu'il y a une démographie dynamique et jeune, en forte croissance ?

Les pays du G7 face au reste du monde

Part du PIB mondial des pays membres du G7 en comparaison à d'autres pays en 2019*

Non-membres du G7

- 19,2 % Chine
- 8,0 % Inde
- 3,0 % Russie
- 2,4 % Brésil
- 37,8 % Autres



Membres du G7

- 14,8 % États-Unis
- 4,0 % Japon
- 3,2 % Allemagne
- 2,2 % Royaume-Uni
- 2,2 % France
- 1,7 % Italie
- 1,3 % Canada



* Données arrondies. En parité de pouvoir d'achat.

Source : FMI

statista

Part du PIB mondial des pays membres du G7 vs les autres pays en 2019 - Source FMI / Statista

La qualité de la gouvernance est une explication qui revient sans cesse. Et il faut également reconnaître que les nations africaines n'ont que peu ou pas de puissance économique, de voix politique imposante, et encore moins de force militaire dissuasive. Et, si en complément, les dirigeants n'ont pas de plan sociétal solide pour les nations, alors, la nature ayant horreur du vide, les acteurs du secteur privé se structurent par eux-même autour d'intérêts partisans aux effets de courts termes.

« Jamais le Ciel n'approuva l'effusion du sang humain : c'est lui

qui donne la vie aux hommes ; lui seul doit être le maître de le trancher. » - Sun-Tzu (L'Art de la Guerre)

Avec le conflit en Ukraine, il va sans dire, l'ordre du monde a été totalement remis en question sur le plan économique et géopolitique. Des dépendances profondes et stratégiques entre les nations ont été révélées au monde, permettant de comprendre certaines alliances et postures qui pouvaient sembler incongrues. Notamment, sur le plan agricole, même si certains le savaient, l'opinion publique a découvert à quel point l'Ukraine est un

pays important pour les pays de l'Ouest. Le blé Ukrainien est dans toutes les discussions, cette céréale étant l'une des bases alimentaires de nombreux pays occidentaux.

Quant à la Russie, peu de personnes s'imaginaient son autonomie agricole, énergétique et militaire. Des pays tels que l'Allemagne par exemple, dépendent du gaz russe pour le fonctionnement de leur économie fortement exportatrice (BMW, Mercedes, téléphonie, machines industrielles etc..).

Mais ce que révèle surtout ce conflit, et qui devrait interpeller les chefs d'entreprises africains, c'est la profonde dépendance des pays du G7, aux ressources naturelles (Afrique) et industries (Chine, Inde, Pays de l'Est) des pays en dehors de ce cercle



Crédit photo Kues1- Freepik

très fermé. Car en effet, si ces pays du G7 sont spécialisés dans la transformation et la valorisation des matières premières, il n'en demeure pas moins qu'ils n'en possèdent que peu ou pas sur leurs territoires nationaux.

Pour l'histoire, le G7 est un « **groupe de discussions et de partenariat économique** » qui a été fondé en 1975 par la France. Elle y a invité 6 autres pays amis et alliés, réputés « les plus grandes puissances mondiales » à l'époque. Il s'agissait des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie et du Canada.

En 2019, selon les données du **Fond Monétaire International** compilées par **Statista**, la contribution des pays du G7 au PIB mondial est passée de 62% en 1975 (**source Le Monde**), à 29,4% dont la moitié apportée par les États-Unis. Les pays du G7 représentent 10% de la population mondiale.

Un nouvel équilibre des forces se dessine désormais et qui pourrait être favorable à l'essor des économies sub-sahariennes.

Avec la guerre en Ukraine, l'existence de relations géopolitiques plus ou moins équilibrées entre certaines nations ont commencé à être fortement remises en question par les parties s'estimant désavantagées.

Particulièrement, on peut parler des BRICS

(Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Ce sont des puissances économiques qui ont décidées dès 2011, de se regrouper pour des discussions et autres partenariats économiques.

Ces 5 pays dans l'analyse des données du FMI par Statista représentent plus de 33% du PIB mondial, avec une population de 3,26 milliards d'habitants, soit plus 41% de la population mondiale ([source Banque Mondiale 2021](#)).

Le poids économique et démographique des BRICS permet de rééquilibrer les discussions à l'échelle mondiale avec un G7 parfois hégémonique sur les questions économiques, sociales et militaires mondiales dans les institutions internationales. En effet, comment expliquer que la Chine, pourtant deuxième économie mondiale, ne soit toujours pas intégrée au G7, alors que plusieurs pays avec des contributions au PIB mondial inférieures à 5%, y sont membres permanents.

De fait également, on peut souligner, surtout en ces temps de crise mondiale de l'énergie, que les pays BRICS et l'Afrique détiennent sur leurs territoires, de fortes

réserves naturelles de matières premières, contrairement aux pays du G7.

Plus d'une vingtaine de pays seraient d'ailleurs, en cours de procédure pour rejoindre les BRICS, tels que l'Angola, le Nigéria, l'Égypte, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, l'Argentine, le Mexique, et former ce que l'on appelle déjà les BRICS+.

Pourquoi cet attrait pour les BRICS, au-delà des effets de la guerre en Ukraine ?

L'opportunité pour les entreprises africaines, réside surtout dans la mise en œuvre par les BRICS, d'institutions financières internationales plus inclusives que celles qui existent actuellement et qui sont contrôlées par les pays du G7. Particulièrement, ces nouvelles structures seraient plus favorables à la libre circulation des personnes et des biens entre les pays BRICS et BRICS+ à minima.

Il faut bien noter qu'aujourd'hui, les **échanges internationaux doivent s'effectuer en dollars américains** (ex : **Pétrodollars**) (cf les accords de Bretton Woods de 1944). La promesse des BRICS c'est la possibilité de commercer à l'international avec la monnaie de son choix. Particulièrement pour les entrepreneurs de la zone CFA, la possibilité de travailler sur les marchés régionaux (ZLECAf) et internationaux avec une autre monnaie, permettra des échanges plus dynamiques et certainement plus bénéfiques pour les économies locales et le pouvoir d'achat des populations.

Tout ceci pour dire qu'en fin de compte, le refroidissement des relations entre les pays du G7 et les Russes a fait émerger des alternatives à la monnaie dollars pour la finance et les échanges économiques internationaux. Ce rééquilibrage des forces économiques ouvre une voie à des échanges économiques plus ouverts, plus inclusifs et surtout plus favorables aux entreprises africaines subsaharienne qui veulent s'équiper et s'exporter au niveau régional et international. ■

Communiquez
dans le magazine K-World

Contact : +229 91 40 04 04 // redaction@kworldmagazine.online



Mr Aliko Dangote - CEO de Dangote Group et Dr Akinwumi A. Adesina - Président de African Development Bank - Visite de la raffinerie Dangote 22 janvier 2022 - Crédit photo AfDB

Industrie | La raffinerie Dangote Oil Refinery inaugurée à Lagos lundi 22 mai 2023 à Lagos.

Après plusieurs reports, la cérémonie d'inauguration de la méga raffinerie de pétrole du Groupe Dangote a eu lieu ce lundi 22 mai 2023 à Lekky (Lagos). L'infrastructure, a une superficie de 2.635 hectares, et une capacité de traitement de 650.000 barils de brut.

par La Rédaction

Avec un investissement de plus de 18,5 milliards USD, ce complexe industriel est une opportunité économique pour le Nigéria et pour les autres pays de la sous-région. K-WORLD Magazine revient sur les moments forts de cet événement de portée internationale.

Une cérémonie

magistrale organisée dans la zone franche de Lekky.

Le président nigérian sortant, son Excellence Mr Muhammadu Buhari a profité de ses derniers jours au pouvoir pour inaugurer la méga raffinerie de pétrole de l'homme d'affaires le plus riche

en Afrique, Mr Aliko Dangote.

Les convives venaient de tout le continent, dont plusieurs chefs d'États Ouest africains qui ont effectué le déplacement à Lagos. Aux côtés du président nigérian et de l'homme d'affaires, on a pu voir les chefs d'État Messieurs Macky Sall du Sénégal, Faure GNASSINGBE du Togo, Nana AKUFO-ADO du Ghana et Mohamed BAZOUN du Niger.

Le Président sortant S.E.M.

Buhari s'est réjoui pour avoir "enfin" coupé le ruban en ouvrant ainsi la mise en service du complexe industriel Dangote Oil Refinery. " Il s'agit d'une étape importante pour notre économie et d'un changement de donne pour le secteur pétrolier, non seulement au Nigeria, mais sur l'ensemble du continent " a-t-il souligné.

Pour rappel, l'installation de ce

projet titanesque du Groupe Dangote avait débuté en 2013. Le coût global initial de réalisation était estimé à 9 milliards USD.

Vers l'autosuffisance du Nigéria en matière de produits pétroliers raffinés.

Le complexe industriel Dangote Oil Refinery nourrit l'ambition de satisfaire la demande en produit pétroliers raffinés des Nigériens avant d'exporter le reste vers les autres pays du continent. Pour l'homme d'affaires Mr Aliko Dangote, " Notre premier objectif est de nous assurer qu'au cours de cette année, nous serons en mesure de satisfaire pleinement les demandes de notre pays" nous rapporte nos confrères de [Africanews](#). Il ajoute par la suite que : " Dans l'année qui vient, nous allons proposer un produit raffiné de qualité, et ainsi, nous pourrons éliminer notre dépendance, et mettre fin une fois pour toute à l'essence relâchée qui a envahi notre marché. »

L'inauguration de cette grande raffinerie de pétrole au Nigéria est l'une des actualités qui anime l'écosystème des affaires sur le continent africain. L'homme d'affaires Nigérian ainsi que les autorités du pays, ont en effet démontré que des partenariats fructueux entre le secteur public et le secteur privé sont possibles et nécessaires pour construire l'avenir du continent africain. Aujourd'hui la première puissance économique de l'Afrique donne l'exemple et réalise l'un de ses vieux rêves qui est de transformer son propre pétrole brut et réduire la dépendance aux carburants importés. ■



Vendeur de carburant , Agidi Nasarawa State, Nigéria Crédit photo Juju Films - Flickr



DOSSIER SPÉCIAL

L'agriculture et l'agro-industrie

Leviers de la transformation
économique du continent
africain

Comment le travail de la terre contribue au développement des nations ? Loin des préjugés dimunitifs, cette activité est vitale pour l'ensemble de l'humanité. Importante source d'opportunités, l'agriculture est un des secteurs prioritaires partout dans le monde.

par la Rédaction

En Afrique, le **secteur agricole** et l'**agro-industrie** constituent un potentiel énorme pour le développement économique et social. Ces secteurs représentent **23% du PIB** du continent et occupent 55% de la population active ([Le Monde](#)).

L'agriculture pour nourrir l'Afrique et le monde.

Les secteurs **agricoles** et **agro-industriels** sont des vecteurs importants pour parvenir à l'**autosuffisance alimentaire** des populations africaines. L'Union Africaine l'a compris en faisant de ces secteurs, des priorités dès 2003 à travers le **PDDAA**. Bénéficiant d'une variété de **zones agroécologiques**, l'Afrique dispose de 600 millions d'hectares des **terres arables** non utilisées, soit 60% du total mondial. Si l'on ajoute à cela l'un des grands atouts de l'Afrique, à savoir, sa jeunesse, on tient là une source extraordinaire de développement. Pour rappel, selon l'Union africaine, « l'Afrique a la population la plus jeune au monde avec 400 millions de jeunes âgés de 15 à 35 ans ».

Le troisième composant et non des moindres, pour confirmer s'il est encore besoin le potentiel en question, c'est le **facteur hydraulique** dont bénéficie le continent africain.

Somme tout, le secteur agricole bien exploité devrait permettre à l'Afrique de se nourrir plus que décemment, et de faire face au chômage chronique des jeunes. Le continent africain a la possibilité de devenir un acteur incontournable de la **sécurité alimentaire mondiale**. Mais pour parvenir à ce stade, Il reste des efforts à fournir sur toute la chaîne de valeur agricole et agro-industrielle afin de l'exploiter et la dynamiser de manière durable, efficace et inclusive.

La transformation agro-alimentaire, source d'opportunités pour les populations actives africaines.

La transformation locale des **matières premières** est une voie pour le **développement économique et social** du continent. En effet, le secteur agro-industriel est un puissant contributeur à la croissance économique des pays car il génère des multitudes d'opportunités pour des **emplois pérennes** et de **revenus réguliers** pour les populations actives.

Selon nos confrères du [E-magazine Afrique Renouveau](#), l'agro-industrie représente plus de 30% des revenus nationaux en Afrique ainsi que l'essentiel

des revenus d'exportation. À noter également que l'agriculture emploie 65% à 70% de la main d'œuvre africaine selon la **Banque Africaine de Développement**. L'**OCDE** considère par ailleurs, qu'une amélioration de l'organisation et des rendements dans l'agriculture, permettrait d'augmenter la main d'œuvre actuelle dans la branche agro-industrielle, qui est de 15%.

Les métiers et fonctions agro-industrielles requièrent des

niveaux de formations globalement plus élaborés que la filière agricole, mais pas seulement. On parle ici de fonctions **logistiques, d'ingénieurs** alimentaires, nutritionnels, ou encore sanitaire, de spécialistes du conditionnement, de la qualité, des réglementations, des professionnels du commerce et du marketing etc.... Quant aux fonctions agricoles, il s'agit aussi bien des activités champêtres de laboure ou de récolte, que des fonctions plus élaborées comme la **recherche et développement agronomique**, les expertises météorologiques, le génie mécanique pour les équipements, les expertises pour l'irrigation ou la santé des plantes etc...

La transformation agro-industrielle a ainsi des impacts transverses sur l'ensemble des activités et secteurs économiques, depuis la **formation**, jusqu'à la **haute finance**.



Crédit photo Freepik

Les défis à relever pour le continent africain.

1. Les **rendements agricoles restent faibles**. Selon nos confrères de E-Magazine Afrique Nouveau , la productivité agricole sur le continent ne représente que 10% de la

production mondiale. Comparativement à l'Asie ou l'Amérique latine qui sont respectivement à 3 et 5,5 tonnes par hectare pour les céréales, l'Afrique est en moyenne à 1,2 tonne par hectare.

2. Une **main d'œuvre jeune et abondante**. Les politiques publiques et le secteur privé doivent miser sur la croissance démographique de l'Afrique. C'est un atout majeur pour une industrialisation rapide. À l'horizon 2050, la **jeunesse africaine** représentera 1/3 de la jeunesse mondiale. En ayant une approche structurée et stratégique pour inspirer les jeunes à se tourner vers ces secteurs, il sera possible de convertir une plus grande partie

du **potentiel agricole et agro-industriel** de nombreux pays africains en richesses, au bénéfice des populations locales.

3. Des **politiques qui favorisent les investissements**. Les gouvernants doivent redéfinir en urgence des cadres



Crédit photo Freepik

politiques qui favorisent et protègent les investissements nationaux et internationaux, notamment pour les **diasporas qui souhaitent investir dans leurs pays d'origines**. Ces mesures incitatives doivent inclure une **simplification des procédures légales et administratives**, notamment en matière d'**accès au foncier pour les ressortissants nationaux**.

Dans notre étude nous avons essayé de (dé)montrer le formidable potentiel des secteurs agricoles et agro-industriels sur le continent africain. Il est évident qu'une **agriculture responsable et inclusive** constitue un levier incontournable pour le développement économique et social des pays, partout dans le monde. L'Afrique n'est pas en reste. Abordées avec stratégie, l'agriculture et l'agro-industrie sont de puissants leviers pour l'**emploi et le développement socio-économique de la jeunesse africaine** qui ne cesse de s'accroître. Ce sont également des réponses solides et durables à l'**insécurité alimentaire**, à la fois sur le plan quantitatif et qualitatif, pour l'ensemble de la planète.

Néanmoins, ces assertions ne doivent pas faire perdre de vue les nombreux défis qui se présentent aux acteurs africains publics et

privés. Il faudra encore dans de nombreux territoires, penser et déployer une réorganisation profonde du secteur agricole en général, avant de pouvoir exploiter tout le potentiel agro-industriel des pays africains. ■

Sommaire du dossier //

L'agriculture et l'agro-industrie : Leviers de la transformation économique du continent africain.	15
Les défis de l'agriculture en Afrique pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.	18
Un programme de certification biologique de la noix de cajou brute nigériane.	24
Top 10 des pays africains les plus influents dans le secteur agricole en 2022.	26
Marché de la production de riz en Afrique : tendance générale et les politiques publiques de renforcement de la filière	32
Difficultés du secteur agricole, quelles solutions pour l'Afrique ?	36
Production de blé en Afrique ; le Zimbabwe bat le record du plus grand producteur à la fin de la campagne 2022.	40
Sur le marché du manioc, le Nigéria, le plus grand producteur au monde	44

Économie | Les défis de l'agriculture en Afrique pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Les effets de la dépendance aux céréales russes et ukrainiennes, avec de nouvelles hausses des prix sur des denrées de première nécessité en milieu urbain, ont plongé les pays du continent africain dans une situation de crise profonde. Une inquiétude généralisée, qui ne date pas de la guerre en Ukraine, selon des experts. Lequel conflit n'a fait qu'amplifier les difficultés, puisque la pandémie de Covid-19 a déjà déstructuré les circuits d'approvisionnement sur le continent et provoqué une forte inflation. Aujourd'hui, l'Afrique tente de trouver une issue de secours alimentaire, en misant sur le développement de son propre potentiel agricole. Décryptage.

par Abubakar Diallo



Crédit photo AdobeStock_424421743

L'Afrique est confrontée à l'urgence d'augmenter sa production agricole pour espérer faire face à une crise alimentaire qui menace le monde entier. Le continent africain connaît une forte

croissance démographique qui pose aussi la question de sa sécurité alimentaire en termes quantitatifs. Le continent souffre de malnutrition et d'insuffisance alimentaire. Un problème qui ne cesse d'empirer, car 257

millions d'Africains souffrent aujourd'hui de la faim et des centaines de millions de personnes présentent des carences nutritionnelles.

Alors que le secteur agricole et

de l'élevage se trouve dans une situation difficile en Afrique, deux options s'offrent alors au continent : augmenter la productivité et les superficies cultivées ou faire monter ses importations de produits

alimentaires de 15% aujourd'hui à 40% à l'horizon 2050. Un vaste chantier en perspective. Mais il fallait s'y attendre et prendre des mesures adaptées dès les premières alertes après les premiers symptômes. Déjà en 2011, la [FAO \(Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture\)](#) alertait

Des avancées notoires ont certes été enregistrées depuis lors mais elles sont encore insuffisantes. En dépit de son urbanisation qui a connu un grand bond, l'Afrique reste un continent essentiellement rural où environ 60% de la population vit dans les campagnes. Ce qui confère à l'agriculture une place centrale dans

dynamique semble être en mesure, à court terme, de créer un grand nombre d'emplois. L'enjeu, aujourd'hui, est d'augmenter la production en Afrique, de sorte que le continent puisse nourrir sa population qui va doubler d'ici à 2050.

Selon une étude de [l'Institut français de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement \(INRAE\)](#), publiée en 2021, l'Afrique va voir sa demande alimentaire augmenter dans les mêmes proportions, si elle veut que ses citoyens disposent des rations nutritionnelles requises pour vivre en bonne santé. Les rendements céréaliers sont si insuffisants poussant les pays africains à importer des céréales, comme le riz et le blé. Surtout dans ce contexte de crise en Ukraine.

L'urgence à mobiliser des investissements massifs pour une production agricole conséquente.

« La crise actuelle rend encore plus évidente notre vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire, un paradoxe pour un continent qui détient 60% des terres arables, d'importantes ressources hydriques et une abondante main d'œuvre productive », avait déploré le chef d'État sénégalais, Macky Sall, durant l'exercice de son mandat comme président de [l'Union Africaine](#).

Le secteur agricole et de l'élevage africain constitue 23% du PIB du continent et



Crédit photo Freepik

que pour développer l'agriculture en Afrique et atteindre l'autosuffisance alimentaire, il était important d'investir dans la **logistique**, les **infrastructures** et urgent de former les **femmes agricultrices**.

l'activité économique des États africains où la majorité de la population active est rattaché à ce secteur.

En l'absence d'un développement industriel rapide, seule une agriculture familiale



Crédit photo Freepik

occupe près de 55% de la population active. Selon les estimations, 70% des Africains vivent dans les zones rurales. Pour autant, ces activités ne parviennent pas à assurer la sécurité alimentaire des habitants du continent. Une très grande majorité des populations rurales reste dans une situation d'extrême pauvreté, comme l'ont

indiqué plusieurs études. D'où « l'urgence à mobiliser des investissements massifs, pour une production agricole conséquente en Afrique », estime Macky Sall.

Comme solutions, en marge des efforts nationaux, trois initiatives sur l'agriculture pour la sécurité alimentaire en Afrique

ont vu le jour : l'initiative de la **Banque Africaine de développement (BAD)** avec le Plan africain d'urgence pour la production alimentaire dotée de 1,5 milliard de dollars, l'initiative **FARM (Food and Agriculture Resilience Mission)** pilotée par la **France**, et la **Global Alliance for Food Security** lancée par

l'Allemagne.

L'Union Africaine, quant à elle, appelle à coordonner et harmoniser la mise en œuvre de ces trois initiatives pour éviter leur chevauchement et obtenir des résultats significatifs. Face à la crise ukrainienne ayant entraîné une hausse des prix alimentaires, faisant pointer un risque de famine et de malnutrition dans le monde, les **pays du G7** ont promis de mobiliser 4,5 milliards de dollars supplémentaires. Avec cette nouvelle enveloppe, ce sont plus de 14 milliards de dollars qui ont été dégagés, en 2022, par les pays industrialisés pour renforcer la sécurité alimentaire. Lors de la conférence de presse finale du sommet du G7, fin juin 2022, le chef de l'État français, Emmanuel Macron, a fait la promesse que la France allait doubler sa participation pour atteindre 700 millions de dollars, dont 150 millions sont destinés au **Programme alimentaire mondial (PAM)**. Les leaders du G7 ont par ailleurs exhorté les pays et les entreprises disposant d'importants stocks, de rendre la nourriture disponible sans fausser les marchés, notamment en soutenant la stratégie d'achat du Programme alimentaire mondial.

« Pour la première fois depuis trente ans, nos pays vont subir un double choc : celui de l'offre interne et celui de l'offre externe »

Seulement, l'économiste togolais Kako Nubukpo craint que la réponse à la crise,

sous prétexte de solidarité, ne renforce la dépendance du continent africain vis-à-vis des pays occidentaux. Il alerte dans le journal *Le Monde* que « pour la première fois depuis trente ans, nos pays vont subir un double choc : celui de l'offre interne et celui de l'offre externe ». Déplorant que la plupart des États ne disposent pas des marges budgétaires suffisantes pour augmenter leurs subventions, Kako Nubukpo estime que les conséquences sur le volume de la production locale risquent donc d'être importantes. Cette philosophie, selon lui, renvoie aux **Accords de partenariat économiques (APE)**, qui ont entretenu l'extraversion alimentaire de l'Afrique.

De son côté, l'Union Africaine insiste sur le fait que la crise actuelle doit « renvoyer les pays africains à leurs propres responsabilités pour se libérer de certaines

contingences trainées depuis des décennies ». Il en est ainsi des entraves aux échanges intra-africains que l'entrée en vigueur de la **Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)** devrait aider à résoudre en boostant l'intégration par le commerce et l'investissement. Selon l'Union africaine, « au-delà des textes de la ZLECAf, et conformément au principe de subsidiarité et aux lignes directrices de l'**Agenda 2063**, il est important que les Communautés économiques et les mécanismes régionaux intensifient leurs efforts visant à faciliter la réalisation d'**infrastructures d'interconnexion entre pays membres**. C'est à ce prix que la ZLECAf remplira pleinement sa triple vocation de levier pour le commerce, l'investissement et l'intégration ».

La **production céréalière en Afrique** est conditionnée par la disponibilité des



Crédit photo Freepik



ABC IMMOBILIUM

Premier Conseil en Immobilier d'Entreprise

Location - Achat - Vente - Gestion - Études
Bureaux - Commerces - Entrepôts - Logements - Terrains

Cotonou | Lomé | Dakar | Abidjan | Libreville | Brazzaville
Afrique de l'Ouest & Afrique Centrale

Contacts : +229 66 31 31 66
Mail : direction.abcimmobilium@gmail.com
Site : www.abcimmobilium.com

engrais et des semences, ce qui requiert de développer de nouveaux partenariats afin de pouvoir produire sur le continent assez d'engrais pour l'utilisation locale, estime le président sénégalais Macky Sall, qui déplore que l'Afrique soit toujours confrontée aux **barrières frontalières et douanières** qui bloquent le **commerce intra-africain**.

« L'agriculture en Afrique n'a pas fait sa révolution, alors qu'il faudrait, à l'horizon 2030, qu'elle se métamorphose en une industrie qui pèserait plus d'un billion de dollars ».

L'agriculture africaine doit donc surmonter un certain nombre d'obstacles comme le manque d'inter- accessibilité entre les bassins de production et les lieux de

consommation. La faible densité de routes rurales pénalise la commercialisation des surplus et bloque une éventuelle intensification de l'agriculture sur le continent. Les pays africains sont conscients que les investissements dans l'agriculture, l'énergie, le transport et les télécommunications sont les clés d'une croissance résiliente.

De nombreux experts ont notamment relevé l'absence de banques spécialisées dans le financement et le fait que les organismes de développement ne peuvent pas prendre en charge des projets trop petits tandis que les questions de rentabilité sont difficiles à plaider auprès d'investisseurs de tous types. Il est urgent, selon eux, de mettre en place un organisme avec 50 millions d'euros de capacité annuelle provenant de subventions (40%), de ressources concessionnelles (40%) et de fonds privés (20%).

Il faut noter également que le continent est confronté à une concurrence des produits en provenance d'Europe. C'est le cas des agro-industriels européens qui envahissent le marché ouest-africain

avec des produits laitiers, comme le lait en poudre réengraissé avec de la matière grasse végétale. L'Union Européenne exporte des volumes croissants de ce lait à bas coûts. Surtout avec des « qualités nutritives inférieures à celles du lait », selon le professeur Yvan Larondelle, ingénieur spécialisé dans la qualité nutritionnelle des matières grasses alimentaires à l'Université catholique de Louvain en Belgique.

Rien qu'en 2020, l'Union européenne a exporté pour 2,1 milliards d'euros de lait en poudre en Afrique de l'Ouest. Ce qui rend encore plus difficile la situation alimentaire dans cette partie du continent où près de 30 millions de personnes ont un besoin immédiat d'assistance. Et la situation risque de s'aggraver en raison de la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires, notamment les céréales. D'une manière générale, comme l'a rappelé la Banque mondiale, l'agriculture en Afrique n'a pas fait sa révolution, alors qu'il faudrait, à l'horizon 2030, qu'elle se métamorphose en une industrie qui pèserait plus d'un billion de dollars ; l'unique espoir d'atteindre l'autosuffisance alimentaire ■



Crédit photo Freepik

Agro-industrie | Un programme de certification biologique de la noix de cajou brute nigériane.

Le Conseil National de Promotion des Exportations (NEPC) inaugure le programme de certification biologique de la noix de cajou brute.

par La Rédaction



Crédit photo AdobeStock_415501970

Dans le cadre de sa politique de promotion des exportations, le **Conseil national de Promotion des Exportations** a lancé le programme de certification biologique de la noix de cajou. C'était à la faveur d'une cérémonie d'inauguration à **Export House** d'Abuja le 13 avril 2023. Les organisations privées telles que NICERT, Valency et PRO-Cashew sont les partenaires ayant travaillé avec le NEPC pour l'élaboration du projet. Découvrez dans cet

article ce vaste projet et ses ambitions.

Les ambitions du programme de certification biologique de la noix de cajou.

La NEPC et ses partenaires

ont pour objectif d'accélérer la croissance des exportations non pétrolières. Notamment en soutenant le secteur de la noix de cajou. Ce programme de certification de la noix biologique du cajou constitue le premier grand pas stratégique de cette noble ambition.

Lors du lancement du programme, Monsieur **Ezra Yakusak**, Directeur exécutif de NEPC a martelé que « l'objectif du projet est de soutenir le secteur de la noix de cajou

au Nigeria et d'augmenter la productivité et l'efficacité de la noix de cajou, d'améliorer la qualité des récoltes et d'améliorer les techniques de récolte et de post-récolte ».

Stratégiquement, ce programme de certification biologique permettra la transition progressive des exploitations agricoles, vers des produits entièrement estampillés "biologique". Cela permettra un positionnement premium sur les marchés internationaux.



Jeune fille originaire de la région de Nassarawa State dans le centre du Nigeria - Crédit photo Ayodele Banjo - Flickr

Exploiter tout le potentiel du secteur pour accroître les recettes des exportations non pétrolières.

Selon les données disponibles sur le site de [NEPC](#), le Nigéria

est le 4^{ème} pays producteur de noix de cajou brute en Afrique. En 2022, le pays a exporté 315 677 tonnes de noix, pour une valeur de 252 millions de dollars américains. Cela représente 5,14% des exportations non pétrolières du pays.

Avec le déploiement de ce programme, les prévisions pour les recettes d'exportation sont doublées et repositionnent le secteur à l'échelle nationale, au titre de sa contribution au PIB,

selon Mr. **Olutoyin Olufemi** de PRO-Cashew. Pour 2023, le pays compte générer 500 millions de dollars américains de recettes.

Des lendemains qui chantent pour la noix de cajou nigériane ?

Le programme de certification

biologique de la noix de cajou est une initiative noble et prometteuse. Les promoteurs publics et privés de ce plan ambitieux, sont particulièrement confiants des retombées économiques pour le pays. Ils espèrent rapidement occuper une place de choix sur la scène internationale. Une affaire à suivre donc. ■

Économie | Top 10 des pays africains les plus influents dans le secteur agricole en 2022

L'agriculture constitue le pilier de l'économie de bon nombre de pays y compris pour les pays africains. En fonction des données statistiques disponibles, on peut constater que la contribution au PIB, de la valeur ajoutée agricole varie significativement d'un pays à un autre sur le continent.

par la Rédaction

PAYS	PIB AGRICOLE (Milliards USD)	SUPERFICIE TOTALE (km²)	TERRES AGRICOLES (km²)	TAUX TERRE AGRICOLES/ TOTAL	POPULATION	EMPLOIS AGRICOLES (2019, taux vs emplois total)	CULTURES PHARES
 Cameroun	40,53	472 710	97 500	21%	27 198 628	43%	Mil, maïs, banane, cacao, café, coton, hévéa, poivre...
 Ouganda	45,34	200 520	144 150	72%	45 853 778	72%	Café, banane, canne à sucre, patate douce, fleurs coupées...
 Afrique du Sud	55,35	1 213 090	963 410	79%	59 392 255	5%	Maïs, blé, orge, sorgho, tournesol, soja, arachide, agrumes, pommes, raisins...
 République démocratique du Congo	67,84	2 267 050	335 720	15%	95 894 118	64%	Maïs, manioc, riz, soja, café, cacao, thé, quinquina, hévéa, sucre...
 Côte d'Ivoire	70,04	318 000	212 000	67%	27 478 249	40%	Cacao, Cola, cajou, caoutchouc sec, banane, coton, café, riz, maïs, igname, banane plantain...
 Ghana	77,59	227 533	126 037	55%	32 833 031	30%	Cacao, patate douce, igname, palmier à huile...
 Tanzanie	110,35	885 800	395 212	45%	63 588 334	65%	Maïs, riz, tournesol, sésame, soja...
 Kenya	111,27	569 140	276 300	49%	53 008 614	54%	Maïs, blé, sorgho, mil, riz...
 Éthiopie	419,02	1 128 571	384 761	34%	120 283 026	67%	Café, pois, colza, pommes de terre, canne à sucre...
 Nigéria	440,83	910 770	694 501	76%	213 401 323	35%	Mil, sorgho, riz, maïs, patate douce, igname, manioc...

Top 10 des puissances économiques du continent en 2021- Sources Banque Mondiale et www.OurWorldInData.org

Dans le cas des pays que nous avons observé pour cette étude, cette contribution varie de 2,4% pour l'Afrique du Sud (TOP 2 PIB Afriques 2021¹), à 37,5% pour l'Éthiopie (TOP 6 PIB Afrique 2021).

Pour autant, les contributions au PIB des pays ne reflètent pas la valeur ajoutée nominale des différentes puissances agricoles

africaines. En effet, l'agriculture du Nigéria, leader incontesté sur le continent africain, génère 102,9 millions USD en 2021, contre 8 millions USD pour le Cameroun de Paul Biya, 10^{ème} puissance agricole africaine en 2021.

Cela étant, malgré l'énorme potentiel que représente le secteur agricole pour les économies africaines, et malgré les atouts dont

1 Source : https://planificateur.a-contrasens.net/afrique/classement_par_pays/PIB-AF.html

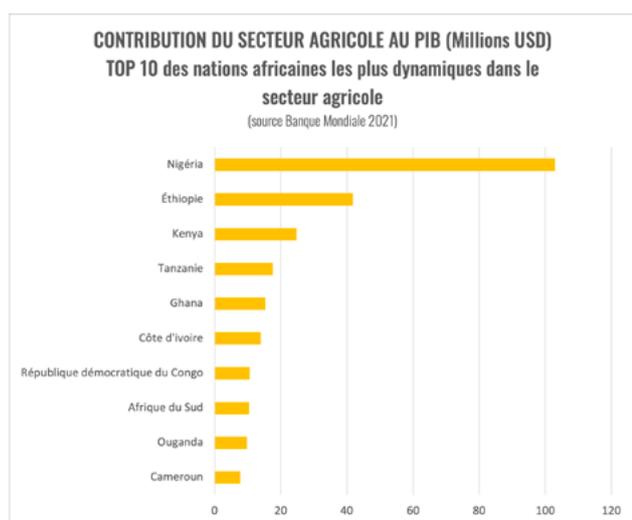
disposent de nombreux pays (population jeune et terres arables fertiles non exploitées), seule une minorité de pays parviennent à s'illustrer et à faire face aux défis de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire.



Source : Banque Mondiale - 2021

Parmi les 20 pays les plus avancés sur le plan économique selon les critères internationaux², nous avons fait un focus sur les 10 pays africains les plus dynamiques sur le plan agricole, et tenté de mieux comprendre ce qui fait leur force.

Mais avant d'aller plus loin, quelques définitions sont nécessaires pour bien comprendre ce dont il est question lorsque l'on parle de terres agricoles. Voici donc les définitions de la Banque Mondiale, pour une meilleure compréhension des éléments pris en compte pour



Source : Banque Mondiale - 2021

l'observation et la mesure des données de cet article :

1. Les **terres agricoles** sont « la part du territoire qui est arable et qui est cultivée ou en pâturage de manière permanente ».
2. Les **terres arables** sont « les terres définies par la FAO³ comme étant des cultures temporaires (les terres à deux cultures ne sont comptées qu'une fois), les prés temporaires pour le fauchage ou pour le pâturage, les terres foncières ou les potagers, et les terres temporairement en jachère. Les terres abandonnées en raison d'une culture itinérante sont exclues de ce calcul ».
3. Dans les définitions proposées pour l'évaluation de l'agriculture dans les pays, il faut compter également les **terres cultivées de manière permanente**. Elles sont comptées à part car « occupées par des cultures pour de longues périodes et qui doivent être replantées après chaque récolte, telles que les terres pour le cacao, le café et le caoutchouc. Cette catégorie comprend les terres sur lesquelles poussent des arbustes à fleurs, des arbres fruitiers, des arbres à noix et des vignes, mais elle exclut les terres sur lesquelles poussent des arbres destinés à faire du bois ou du bois d'œuvre ».
4. Enfin, une dernière catégorie concerne les **terres dites de « pâturages permanents »**. Ces terres sont utilisées pendant « cinq années ou plus pour le fourrage, notamment les cultures naturelles et cultivées. »

Cameroun

Le pays occupe la 10^{ème} place dans le classement des puissances agricoles du continent en 2021. Le secteur agricole au Cameroun est caractérisé par la prédominance d'exploitations familiales dont l'activité principale est l'agriculture de subsistance. Depuis son indépendance en 1960, ce secteur a toujours été stratégique pour ce pays dont la terre est particulièrement fertile et bénéficie d'un environnement d'une extraordinaire diversité.

2 **Source :** Parmi les nombreux indicateurs économiques très souvent utilisés figurent en premier lieu le Produit intérieur brut (PIB), dont on surveille le taux de croissance afin de mesurer la croissance économique, et le Produit national brut qui permet de comparer les puissances économiques des différentes nations. Sont aussi souvent utilisés le taux d'inflation et des indices du niveau des revenus, de celui de la richesse, ou encore le salaire minimum, le salaire moyen et l'indice de Gini, lesquels fournissent divers aperçus de la répartition et de l'inégalité des revenus. De nombreux indicateurs financiers sont enfin d'usage de plus en plus courant avec l'essor de la mondialisation financière. - Wikipédia

3 **Définition FAO :** Food and Agriculture Organizations, une agence spéciale de l'Organisation des Nations Unis dédiée à la lutte contre la faim dans le monde.



Café en Ouganda - Crédit photo Heidi Erikson sur Unsplash

Le Cameroun, c'est l'Afrique en miniature s'entendent à dire les ressortissants du pays. Et malgré les nombreuses contraintes que le secteur rencontre, notamment en matière d'accès aux intrants de bonne qualité ou encore, les problématiques d'accès aux financements pour les investissements importants, l'agriculture demeure très dynamique et représente une part importante dans l'économie des ménages grâce à la prévalence des cultures vivrières (mil, maïs, bananes, manioc etc...).

Selon le [Réseaux Internationale Formation agricole et rurale](#), « l'agriculture est très dynamique de sorte et contribue à l'autosuffisance du pays à hauteur de 80% via les cultures vivrières et l'apport de devises à travers l'exportation au niveau mondial particulièrement en Europe et dans la sous-région (Tchad, Gabon, République Centrafricaine, Guinée Équatoriale). »

En 2021 selon la Banque mondiale, le secteur agricole pesait 16,9% du PIB nationale. Les terres agricoles représentaient 21% du territoire national et occupait 43% des adultes actifs du pays.

Ouganda

L'Ouganda est le 9e pays le plus dynamique dans le secteur agricole sur le continent africain. Le secteur agricole local est la principale source pour nourrir la population

ougandaise, mais avec une approche éco-responsable. Il est important de souligner que l'Ouganda est l'un des rares pays africains autosuffisants sur le plan alimentaire en 2022.

L'économie du pays est fortement dépendante de l'agriculture. Selon les données de la Banque mondiale en 2021, elle représente 23,8% du PIB Ougandais. Les politiques publiques agricoles sont axées sur l'agriculture intensive orientée vers l'exportation plutôt que sur des exploitations à petite échelle. L'agriculture occupe 72% de la superficie totale du pays soit 144 150 km² et emploie 70% de la population rurale. Les principales cultures sont le café, la banane, la canne à sucre, la patate douce et les fleurs coupées.

Afrique du Sud

Malgré sa faible représentativité dans l'économie sud-africaine, l'agriculture est d'une importance stratégique pour le développement du pays. Le pays occupe la 8ème position parmi les pays africains les plus dynamiques dans le secteur agricole.

L'agriculture Sud-africaine exploite 79% de la superficie totale total du pays (963410 km²) mais n'emploie que 5% de la population active. Cela est dû au fait que l'agriculture est fortement mécanisée et performante. Le pays s'autosuffit en céréale et viande bovine.

Par ailleurs, il faut noter que le



Étal de mangues au Ghana - Crédit photo Yoel Winkler sur Unsplash

secteur agricole est composé de deux systèmes de productions, à savoir : la production à l'américaine qui représente 80% de la production totale et les petites fermes familiales. Selon la Banque mondiale, l'agriculture représente 2,5% de l'économie Sud-africaine en 2021. Les principales cultures sont les grains et les céréales comme le riz, le blé, l'orge et le soja etc.

République Démocratique du Congo

La RDC est la 7ème puissance économique du continent. Le secteur agricole en RDC occupe 335.720 km² des terres dont dispose le pays. Soit 15% de la superficie totale. Selon les données de la Banque mondiale,

l'agriculture contribue à hauteur de 19% au PIB du pays en 2021. Les cultures principales sont le maïs, le manioc, le riz, le soja, le café, le cacao, le thé, le quinquina, l'hévéa, le sucre.

L'agriculture en République Démocratique du Congo nourrit les 2/3 de la population et emploie 64% de la population. Son principal atout est qu'elle n'est pas sujette à la sécheresse. Cependant, elle n'est pas encore parvenue à assurer la sécurité alimentaire du pays. Fait étonnant, l'état central qui dit avoir fait une priorité le secteur agricole, n'y accorde que 2% de son budget annuel. Il n'existe donc que peu ou pas de grandes exploitations d'agriculture commerciale très avancée dans le pays. Pour majorité, le pays est constitué d'exploitations à petite échelle

basées sur l'agriculture de subsistance.

Côte d'Ivoire

Le secteur agricole en Côte d'Ivoire est composé des cultures industrielles, d'exportation et vivrières. Depuis 1960, le pays a tôt fait de faire reposer 50% de son économie sur l'agriculture. Leader mondial du cacao, et en bonne posture sur la culture de l'acajou et de l'hévéa, la Côte d'Ivoire exploite 67% de ses terres disponibles pour des exploitations agricoles. Très performante et stratégique pour l'économie du pays, l'agriculture emploie 40% de la population. Selon les données de la Banque mondiale en 2021, le secteur contribue à hauteur de 19,9% au PIB total du pays. Pour autant, la Côte d'Ivoire n'est

que 6ème dans le palmarès des puissances agricoles continentales.

Les principales cultures développées dans le pays sont le cacao, le cola, le cajou, le caoutchouc sec, la banane, le coton, le café, le riz, le maïs, l'igname, et la banane plantain.

Ghana

Le pays occupe la 5ème position des pays africains les plus dynamiques dans le secteur agricole. L'agriculture ghanéenne tient une part importante dans l'économie du pays. Elle représente 19,7% du total du PIB selon la Banque mondiale. En effet, elle exploite 126.037 km² de terres soit 55% de la superficie totale du territoire national. Les principales cultures sont le

cacao, la patate douce, l'igname, et le palmier à huile.

Par ailleurs, le secteur se caractérise par les petites exploitations (70% de moins de 10ha) qui sont peu performantes et moins mécanisées. Cela fait que la problématique de l'insécurité alimentaire demeure d'actualité.

En raison du poids du secteur dans l'économie et des emplois générés, l'Etat central a engagé un certain nombre d'initiatives telles que le programme-cadre **Investing for Food and Jobs**. C'est un programme centré sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural.

Tanzanie

L'agriculture est la clé de l'économie Tanzanienne. Premier secteur employeur du pays, l'agriculture occupe près de 64% des populations. Selon les données de la Banque mondiale, elle représente en 2021 25,9% du produit intérieur brut du pays. Cette performance du secteur le place en 4ème position des pays africains les plus dynamiques dans le secteur agricole. En effet, sur une superficie totale de 885.800 km², l'agriculture tanzanienne occupe 395.212 Km² de terres soit 45%. C'est un secteur à fort potentiel économique ; une alternative efficace pour lutter contre la pauvreté dans le pays. Selon le site d'information **Perspectives Monde**, la Tanzanie produit beaucoup de céréales, comme le maïs (5,7 tonnes en 2019), le riz (3,5 tonnes en 2019)



Femme kenyane entrain de cueillir des feuilles de thé - Crédit photo Organisation Internationale du Travail (OIT) - Flickr

ou les grains utilisés pour faire des huiles, comme le tournesol ou le sésame. La production de soja a fortement augmenté entre 2015 et 2019, passant de 6000 à 23 000 tonnes.

Cependant, le manque de connaissances techniques, d'équipement et de ressources financières limitent la croissance rapide du secteur.

Kenya

Le pays occupe la 3ème position des puissances agricoles du continent africain. Le secteur agricole est le principal pilier de l'économie kenyane. Avec un revenu de 111, 27 Milliards USD, l'agriculture au Kenya contribue à hauteur de 22,4% du PIB national en 2021 selon la Banque mondiale. C'est un secteur qui emploie 54% de la population active.

En effet, l'agriculture kenyane exploite 49% de la superficie totale du pays, soit 276.300 km² sur les 869.140 m² du territoire. Les principales cultures sont le maïs, le blé, le sorgho et le riz.

L'agriculture kenyane s'appuie sur de petites

exploitations qui emploient plus de 70% de la population en milieu rural. Les exploitants sont souvent confrontés à des problématiques de rendements faibles, d'accès aux financements et aux questions relatives à la mécanisation du secteur.

Ethiopie



Femme éthiopienne dans la plantation de roses Golden Roses à Addis Abeba - Crédit photo Organisation Internationale du Travail (OIT) - Flickr

2^{ème} puissance agricole du continent, l'Éthiopie est un pays très avancé dans le secteur agricole. Le secteur agricole occupe une place stratégique dans le développement économique du pays. Selon la Banque mondiale, l'agriculture contribue à hauteur de 37,6% au PIB national en 2021 représente 67% des emplois disponibles dans le pays. Sur une superficie totale de 1 128 571 km², le secteur agricole occupe 384 761 km² soit 34% du territoire.

On y retrouve principalement des cultures comme le café, le pois, le colza, la pomme de terre, la canne à sucre. Il faut noter que l'agriculture en Éthiopie, est principalement vivrière, et constituée de petits paysans qui exploitent des champs en moyenne de 0,8 ha de superficie La filière agricole

éthiopienne demeure très sensible cependant aux aléas climatiques (95 % de l'agriculture est dépendante de la pluie).

Malgré l'importance de l'agriculture dans le PIB et pour l'emploi, environ 13,2 M habitants sur 110 M seraient en situation d'insécurité alimentaire (Plan de réponse humanitaire (HRP) 2021), témoignant de grandes disparités régionales et sociales.

Nigéria

1^{ère} puissance économique et agricole du continent, le Nigéria a fortement évolué dans le secteur agricole. L'agriculture nigériane représente 23,4% du PIB nationale en 2021 selon les données de la Banque mondiale. Elle génère environ 420 Milliards USD pour l'économie du pays

chaque année.

Sur une superficie totale de 910 770 km², l'agriculture nigériane occupe 76% du territoire. Et elle fournit 35% des emplois disponibles dans le pays. On note que le maïs, le manioc, la patate douce, le riz, le Sorgho, l'igname sont les cultures prédominantes du pays.

Par ailleurs, le Nigéria est le premier producteur mondial du manioc. En 2020, le pays a produit 60.001.531 tonnes qui représente 1/5 de la production mondiale.

Mais malgré son poids dans l'économie du pays, le secteur agricole n'arrive pas encore à rendre autonome le pays en termes de sécurité alimentaire. ■

Économie | Marché de la production de riz en Afrique ; tendance générale et les politiques publiques de renforcement de la filière.

Le secteur rizicole en Afrique est une source importante de création de richesse après le maïs. Cultivé dans 40 pays africains sur les 54, le riz est la source d'énergie alimentaire importante en Afrique ; notamment dans les pays de l'Ouest et Madagascar.

par Elias Maboutondji Djividé



Récolte de riz par engin mécanisé - Crédit photo AdobeStock_228330001

Le secteur constitue la principale activité et source de revenu de plus de 35 millions de petits riziculteurs selon [AfricaRice](#). Cette filière est une alternative pour faire face au chômage des jeunes et autres menaces de crises alimentaires sur le continent.

Depuis quelques années, le **Nigéria** est devenu le premier **pays producteur de riz** sur le continent africain. Sa production est estimée à 8 172 000 tonnes en 2020 (source : www.atlasocio.com).

Le Nigéria, première puissance de production de riz sur le continent africain.

En moins d'une décennie, le Nigéria est parvenu, selon plusieurs études, à prendre la tête du **classement des pays producteurs de riz en Afrique**. Il est suivi de l'Égypte, de la Tanzanie, de

Madagascar et du Mali (source : www.atlaco.com).

La valeur de la production du riz nigérian a fortement et régulièrement augmentée au fil des ans. Selon nos confrères du magazine Nigérian [Business Challenge](#) : « la production de riz nigérian est passée d'une moyenne annuelle de 7,1 millions de tonnes entre 2013 et 2017 à 8,9 millions de tonnes en 2018. ». Cette avancée significative est le fruit de la mise en place d'un cadre politique et de diverses initiatives qui renforcent toute la **chaîne de valeur**.



Séchage de riz au soleil - Crédit photo AdobeStock_134068541

Afin de stimuler la production et faire tourner l'économie locale, l'ancien président du Nigéria, **S.E. Mr Mohamed Buhari** et son gouvernement, avaient instaurés à partir de 2015, des restrictions sur les importations de riz. Et pour soutenir cette politique, le **Anchors Borrowers' Programme (ABP)** initié par la Banque centrale du Nigéria était venu en renfort.

Le programme consiste à identifier des agro-transformateurs leaders qui garantissent l'achat et la revente des stocks agricoles des paysans, servant ainsi de caution à la banque pour l'octroi de prêts bancaires à ces petits producteurs agricoles. Ce dispositif a permis de protéger la production nationale et d'entériner définitivement la tendance d'une balance commerciale alimentaire structurellement déficitaire, du moins pour le riz.

L'impact du programme sur la vie des petits agriculteurs dans le secteur du riz est immense. Pendant 7 années consécutives

depuis sa mise en œuvre, le Anchors Borrowers' Programme a impacté 4,8 millions de petits exploitants agricoles. La **Rice Farmers Association of Nigeria** a pu présenter officiellement une production de plus de **15 millions de sacs de riz paddy** au président Buhari au cours d'une cérémonie de présentation officielle des impacts de l'opération.

Le secteur de la riziculture au Nigéria est en passe de gagner le pari l'**autosuffisance alimentaire** du continent africain et pourquoi pas, celui de l'autonomisation des jeunes agriculteurs grâce à un système intégré sur toute une chaîne de valeur.

Les défis qui s'imposent au Nigéria et à tous les autres pays producteurs de riz en Afrique.

Au Nigéria et dans les autres **pays producteurs de riz** sur le continent africain, la production totale demeure faible par rapport au marché internationale ; elle représente à peine 13% de la production mondiale (source : AfricaRice). Or le continent dispose d'importantes réserves de terres non exploitées dans les vallées intérieures, qui sont propices à la culture du riz. Leur superficie est estimée à 130 millions d'hectares, dont seulement 10 millions sont occupées (source : [Internationale Rice Research Institute](#)).

Sans les efforts conjugués des gouvernants, des **agriculteurs** et des acteurs du secteur privé de la distribution notamment, il restera difficile de transformer tout le potentiel de ce secteur sur le continent africain. Quelques défis majeurs à relever sont :

- Des plans concertés pour une **mécanisation** agricole plus efficace qui viendrait en complément des systèmes de

production et de transformation traditionnels

- Des programmes d'octroi de crédit agricoles mieux pensés et plus inclusifs pour les agriculteurs les plus fragiles
- La mise en œuvre de programmes et unités de **Recherche et Développement** pour améliorer le rendement et la résistance des variétés de riz exploitées sur les territoires
- L'incitation des jeunes générations à embrasser des **carrières agricoles**
- Etc..

En 2023, il faut reconnaître que le marché du riz en Afrique demeure faible en termes de production et dépend fortement des importations pour satisfaire la demande locale, malgré les remarquables performances du Nigéria et d'autres pays.

En 2013, la **Banque mondiale** écrivait dans un communiqué de presse sur les perspectives économiques du continent Africain à l'horizon 2030 : « Les Africains importent la moitié du riz qu'ils consomment et le paient au prix fort, soit 3,5 milliards de dollars par an, voire plus. »

10 années plus tard, les choses ont à peine évolué si l'on en croit les données

disponibles, principalement du fait de la croissance démographique importante, mais surtout, en raison de la forte urbanisation. Car dans les campagnes, le recours au riz n'est pas automatique. Les personnes vivant dans les zones rurales ont un accès simplifié aux céréales endogènes pour leur alimentation.

Mais si finalement, la volonté combinée des consommateurs, des producteurs, des investisseurs et des États est de faire de la production de riz en Afrique une priorité, alors le continent dispose effectivement et objectivement d'importantes potentialités pour favoriser cette culture. ■



Nettoyage du millet dans une plantation en Ouganda - Crédit photo Rod Waddington - Flickr



"Cultiver la terre pour se nourrir est un acte de résistance : soit nous nous plions aux lois du marché et nous encourageons le risque de devenir complètement dépendants, soit nous reprenons en main notre destin en produisant nous-mêmes."

- Pierre Rabhi

Pierre Rabhi (29 mai 1938 - 4 décembre 2021) est un agriculteur, écrivain et penseur français d'origine algérienne. Expert en agroécologie, il soutient le développement de l'agriculture biologique et défend un mode de société plus respectueux des populations et de la terre.

Économie | Difficultés du secteur agricole, quelles solutions pour l'Afrique ?

Sur le continent africain, les enjeux autour de l'agriculture sont colossaux. Et de nombreux experts se penchent sur la question pour tenter de trouver des réponses et solutions face aux multiples problématiques que rencontrent les agriculteurs en Afrique. C'est le cas de Rania Fawaz, Ange Mireille Gnao et Wilsonn Labossiere qui ont co-écrit avec Gabriel Wawa Matondo le livre : « Investir dans l'agriculture en Afrique et dans les Caraïbes - les chemins du succès dans le secteur agricole : financement, partenariat, production et coopération » (aux Éditions L'Harmattan). Ils livrent leur analyse à K-World sur l'état actuel de ce secteur clé pour l'essor du continent.

par Abubakr Diallo



Crédit photo Freepik

Le continent africain a les terres les plus arables au monde mais peine toujours à atteindre l'autosuffisance alimentaire. Un véritable paradoxe que les gouvernants n'ont pas réussi à résoudre à ce jour et qui constitue pourtant l'un des enjeux majeurs dans les décennies à venir, puisqu'en 2050,

la démographie va exploser et l'Afrique abritera 2 milliards de personnes.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est crucial pour le continent de résoudre la problématique de l'insécurité alimentaire.

D'autant que depuis 2013, la faim s'y est considérablement aggravée et la plus grande partie de cette détérioration s'est produite entre 2019 et 2020, selon le rapport publié en novembre 2021 par plusieurs organismes dont [l'Organisation des Nations Unies](#)

pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), souligne **Rania Fawaz**, qui a co-écrit avec **Ange Mireille Gnao**, **Wilson Labossiere**, et **Gabriel Wawa Matondo** le livre : « Investir dans l'agriculture en Afrique et dans les Caraïbes - les chemins du succès dans le secteur agricole : financement, partenariat, production et coopération » (**aux Éditions L'Harmattan**).

« La situation s'est aujourd'hui encore détériorée et les principaux facteurs de la faim ne se sont pas estompés et sont en passe de s'aggraver avec la crise ukrainienne et la pénurie de produits alimentaires essentiels qu'elle entraîne (blé, huile de tournesol...). Les populations fragiles et les femmes en particulier, seront les plus touchées par cette crise alimentaire qui s'annonce très grave en Afrique », souligne **Rania Fawaz**.

« La faible productivité du secteur agricole en Afrique est un obstacle majeur à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à l'égalité des sexes »

Rania Fawaz rappelle également que selon le rapport 2020 de la **Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)**, portant sur les flux financiers illicites et le développement de l'Afrique, la faible productivité du secteur agricole en Afrique est un obstacle majeur à la réduction



Crédit photo Freepik

de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à l'égalité des sexes.

L'ensemble des études montrent que le développement de l'Afrique au 21^{ème} siècle passera nécessairement par une amélioration de la productivité agricole des petites et moyennes exploitations agricoles sur le continent. « La question de l'agriculture et de la **productivité agricole** devient primordiale dans le monde au fur et à mesure que la population mondiale augmente et que les

ressources naturelles se raréfient. Il s'agit, désormais, d'une question centrale pour les États qui ne concerne pas uniquement l'Afrique », affirme **Rania Fawaz**.

À ce jour « l'ONU estime que, compte tenu de la croissance prévue de la population mondiale, chaque agriculteur devra nourrir plus de 265 personnes en 2050 », précise-t-elle.

« L'État cherche à investir dans des secteurs qui lui permettent d'avoir une réponse à court terme, mais pas à long terme »

Le développement de l'agriculture nécessite aussi une amélioration de la logistique qui semble encore fragile dans les zones rurales d'Afrique estime, pour sa part, **Ange Mireille Gnao** : « C'est le constat que j'ai pu faire lors de mes deux derniers voyages en Côte d'Ivoire auprès d'une coopérative de femmes ivoiriennes issues



Crédit photo Freepik

d'un village situé dans la ville de Bouaké, deuxième ville de Côte d'Ivoire et troisième pôle économique.

Ces femmes agricultrices produisent du manioc et le transforment en semoule de manioc, l'attiéké, qui est beaucoup consommé par la population ivoirienne, dans la sous-région. Lors de mon séjour et

mes échanges avec les membres de cette coopérative, j'ai constaté que ces femmes avaient du mal à écouler leurs produits par manque de transports pour les acheminer aussi bien dans la ville de Bouaké que dans la capitale économique ivoirienne, Abidjan ».

Le secteur agricole souffre également d'un

manque de structuration et un manque cruel d'investissements des États, fustige pour sa part, **Wilsonn Labossière**. Dans beaucoup de pays du continent africain, « l'État ne développe pas assez de politique en matière de développement agricole », déplore-t-il. « L'État cherche à investir dans des secteurs qui lui permettent d'avoir une réponse à court terme, mais pas à long terme, parce que, investir dans l'agriculture, c'est un projet à long terme et cela demande de la planification.

De façon générale, le secteur agricole en Afrique n'est pas considéré comme un secteur qui permet de générer de l'emploi », analyse-t-il.

« L'agriculture familiale est négligée mais pourrait enrichir beaucoup d'agriculteurs si l'on s'en occupait avec rigueur »

Le développement de l'agriculture en Afrique nécessite avant tout la revalorisation et la structuration de l'agriculture familiale à travers l'accompagnement personnalisé des agricultrices et agriculteurs au niveau de la vente, du marketing, de la distribution, la transformation, la restauration..., affirme **Ange Mireille Gnao**. « D'ailleurs, selon une étude de **CFSI (Comité français pour la solidarité internationale)** dont l'objectif est de lutter contre la faim



Crédit photo Freepik

et les inégalités, l'agriculture familiale produit 70% des aliments dans le monde et utilise 30% des ressources mondiales (terre, eau, outils) et occupe 40% des actifs dans le monde, soit plus de 2,6 milliards d'agriculteurs familiaux.

L'agriculture familiale est négligée mais pourrait enrichir beaucoup d'agriculteurs si l'on s'en occupait avec rigueur en prenant en compte tout le processus. Il s'agit de la production, la transformation, la logistique et les services annexes (agro-tourisme) », indique celle qui est convaincue que les gouvernements africains doivent « miser sur les exploitations agricoles de taille moyenne capables de développer une agriculture responsable, dans un schéma de développement durable, avec pour certains, la mise en œuvre d'exploitations totalement dédiées à des cultures en rapport avec les préceptes de la permaculture ».

Il faut donc donner à ces petites et moyennes exploitations agricoles, insiste **Ange Mireille Gnao**, « les moyens financiers à travers des programmes d'investissement publics et privés, de se doter d'outils agricoles et de nouvelles technologies qui leur permet d'améliorer la productivité des terres agricoles et arables, dans certaines régions. Mais aussi, d'axer, désormais, la formation sur les populations les plus fragiles, à savoir, les femmes et les jeunes, qui doivent pouvoir bénéficier de programmes de formation poussées. Ces investissements leur permettront non seulement de maîtriser les nouvelles technologies dans le secteur agricole mais aussi de savoir comment diriger une exploitation agricole afin d'améliorer leur **rentabilité économique** ».

L'une des clés également pour développer l'agriculture sur le continent est d'« investir

dans la transformation car elle permet d'augmenter la valeur des produits et les revenus des agriculteurs », indique **Wilson Labossière**. Selon l'expert, « la transformation encourage également les agriculteurs à produire plus et participe à la création de l'emploi dans plusieurs autres secteurs et contribue à freiner la migration des populations africaines envers les pays étrangers ». Selon lui, il n'existe pas de solution miracle pour développer l'agriculture sur le continent : « Mais quand on parle de l'Afrique, on ne parle pas d'un pays, on parle d'un continent qui possède environ 54 pays. Et chaque pays possède son ou ses microclimats. Il existe aussi d'énormes différences sur le plan agricole entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest et également le Centre. Ce sont des facteurs qui sont importants à prendre en compte », conclut-il. ■

Agriculture | Production de blé en Afrique ; le Zimbabwe bat le record du plus grand producteur à la fin de la campagne 2022

Alors que dans la majorité des pays africains, les effets de la guerre russo-ukrainienne se ressentent de plus en plus sur la disponibilité de la farine de blé notamment, le Zimbabwe parvient à s'autosuffire avec sa production record de blé.

par Elias Maboutondji Djividé



Crédit photo Freepik

Le pays a produit à la fin de la campagne 2021-2022 un volume de 375 131 tonnes (**Agence Ecofin**). Une prouesse unique qui fait progresser les performances de la filière de 13% par rapport à l'exercice précédent.

Le Zimbabwe, symbole de résilience face à la pénurie de blé provoquée

par la guerre russo-ukrainienne

Le **Zimbabwe** est le seul pays Africain qui a développé jusqu'ici une résilience face aux

difficultés d'approvisionnement de blé causées par la **guerre russo-ukrainienne**.

La **filière blé** représente **5% du PIB agricole** du pays nous rapporte Agence Ecofin. Selon les autorités zimbabwéennes, en dépit du léger écart de

volume par rapport aux prévisions (-2%), la production de cette campagne se positionne largement au-dessus du besoin de **consommation locale** qui est évalué à 360.000 tonnes.

Pour Mr. **Obert Jiri** Professeur, et Directeur Général des Services Consultatifs Agricoles et Ruraux du Zimbabwe, c'est le résultat d'une approche concertée et la collaboration entre toutes les parties prenantes qui est la raison principale de cette réussite.

Une performance justifiée par la volonté politique des gouvernants du pays.

Les performances que la filière blé a enregistré au Zimbabwe sont en grande partie le résultat d'une politique volontariste. L'État zimbabwéen a réussi à séduire les agriculteurs grâce à un organisme public, le **Grain Marketing Board** (GMB). Cette institution datant de 1931 était initialement destinée à soutenir les producteurs de maïs, leur garantissant le rachat à juste prix de leur production en surplus, tout en garantissant la disponibilité de maïs pour la consommation locale. Au fil des années, d'autres céréales ont été ajoutées au portefeuille.

Par ailleurs, dans sa volonté d'accompagner les agriculteurs avec le maximum de moyens possible, le Zimbabwe a lancé en octobre 2022 le **Smallholder Irrigation Infrastructure Development Fund** (SIIDF), littéralement, le Fonds de développement des infrastructures



Crédit photo AdobeStock_285922858

d'irrigation pour les petits exploitants rapporte le quotidien local **Sunday News**. D'une valeur de 20 M USD, le fonds est destiné à renforcer 18 systèmes d'irrigation dans des petites exploitations. Dans une interview accordée au cours de l'annonce du lancement du fonds, le Directeur Général de la **Direction du Développement Agricole et Rural** (ARDA), **Mr Tinotenda Mhiko** a souligné que le déblocage de ces ressources est arrivé à point nommé pour préparer la campagne estivale 2022/2023. Il a souligné notamment que cet investissement allait débloquer plus de 2 800 hectares de terres agricoles supplémentaires.

Une inspiration pour les autres pays du continent.

Les performances spectaculaires de la filière blé au Zimbabwe, sont une inspiration à plusieurs titres.

En premier lieu, la consistance d'un modèle d'accompagnement qui protège les producteurs et les consommateurs à l'échelle nationale, avec le GMB. Ensuite, la capacité à investir sur les sujets qui font véritablement levier en impactant la chaîne de valeur au bon endroit, avec le SIIDF. Et enfin, le bon timing, avec la libération des ressources financières au bon moment, avant le démarrage des campagnes agricoles.

Avec ce triptyque et le travail acharné des agriculteurs sur le terrain, l'autosuffisance alimentaire n'était qu'une question de temps pour ce pays. ■



"En Afrique, les femmes jouent un rôle central et déterminant dans l'agriculture. Près de 62% d'entre elles travaillent dans ce secteur. En première ligne, elles effectuent l'essentiel des activités de production, de transformation et de commercialisation des denrées."

Wanjiru Kamau-Rutenberg, directrice de l'organisation Femmes africaines dans la recherche et le développement agricoles, Nairobi, Kenya

Source : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

Économie | Sur le marché du manioc, le Nigéria, le plus grand producteur au monde.

Première puissance économique du continent Africain, le Nigéria est également le premier producteur de manioc au monde, avec une performance de 63,03 millions de tonnes en 2021 (source : OurWorldInData.org).

par la Rédaction

La production de manioc du Nigéria représente 20% de la production mondiale. Elle est suivie de celle de la République Démocratique de Congo (14,51%) et de la Thaïlande (9,56%).

Développement de la culture du manioc et la croissance de la demande locale.

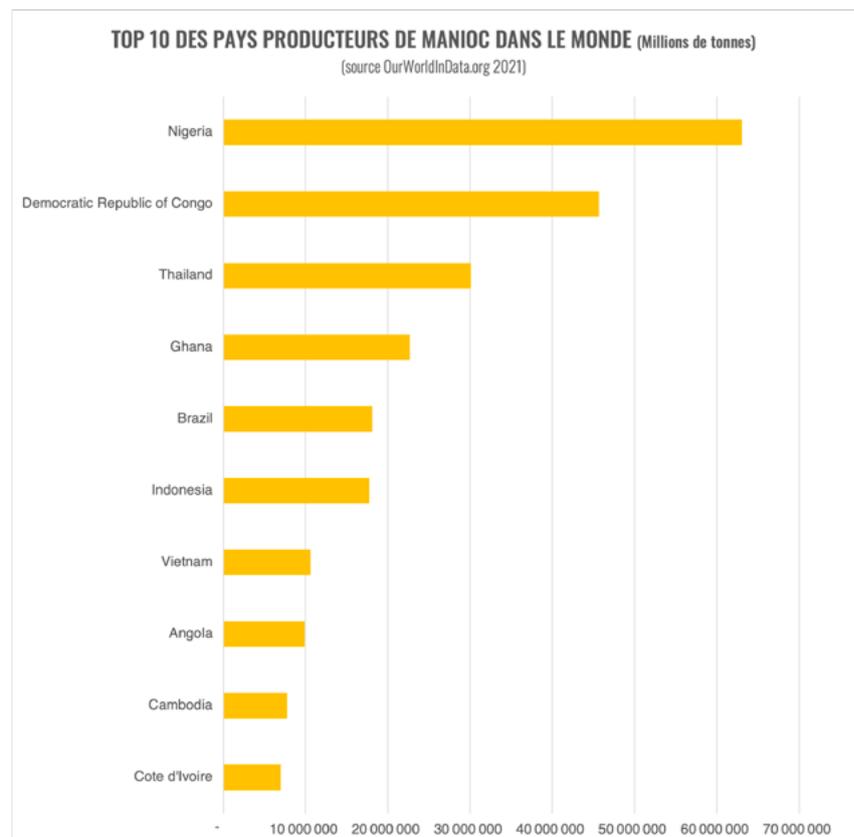
Malgré ses performances à l'échelle mondiale, la production annuelle nigériane ne parvient pas à couvrir la demande locale en forte croissance. En effet, selon une étude réalisée par [PubMed Central](#), 90% de la production est consommée localement, dont 84% en consommation alimentaire et 16% en **besoin industriel**.

L'écart entre l'offre et la demande (**farine de manioc**) par an est estimé à 485.000 tonnes (source : [Cassava Report 2020](#)).

Il y a plusieurs raisons à cela. En premier lieu, faut-il le rappeler, le Nigéria compte 220,5 millions d'habitant en 2023. Et, le manioc fait partie des aliments fondamentaux du pays. La consommation annuelle par personne serait de 120 kg

selon le [Cirad](#). Les spécialistes considèrent que 70% de la population consomme principalement des aliments à base de manioc.

population vivant en zone rurale (70% selon les données de [FIDA](#)), elle reste traditionnelle dans son approche. Les rendements à l'hectare ne sont ainsi pas suffisants pour couvrir les besoins du pays.



Source : www.OurWorldInData.org - 2021

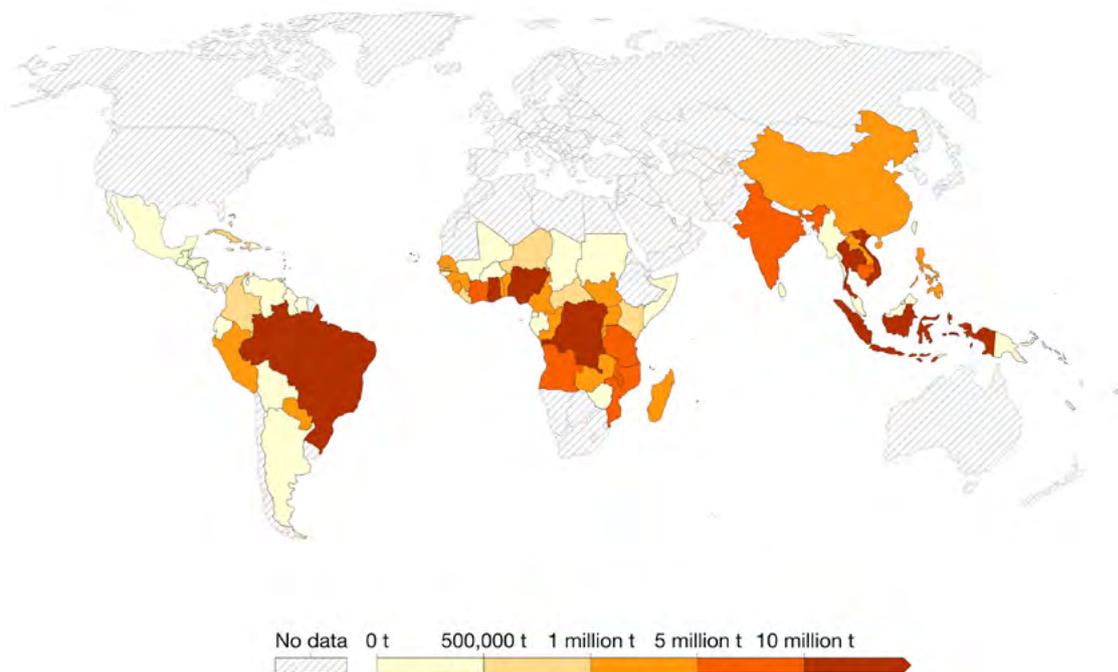
En second lieu, même si la culture du manioc est la plus développée dans le pays et qu'elle occupe la majorité de la

Le pouvoir économique de

Cassava production, 2021

Cassava production is measured in tonnes.

Our World
in Data



Source: Food and Agriculture Organization of the United Nations

OurWorldInData.org/agricultural-production • CC BY

Crédit photo Our World in Data

l'industrie de manioc au Nigéria.

Avec le volume de production, l'industrie de manioc au Nigéria génère néanmoins des ressources financières conséquentes qui participent au dynamisme du secteur agricole (12,6%) et plus généralement au PIB national. Les résultats du rapport d'étude intitulé [Harnessing the Economic Potential of Cassava Production in Nigeria](#) ont montré que l'industrie de production de manioc génère 427,3 millions USD sur le **marché local** et 2,98 millions USD pour les exportations. Les recettes issues des taxes prélevées par le gouvernement fédéral s'élèvent à 16,2 millions USD. **L'industrie de manioc au Nigéria** est résolument en position stratégique pour le secteur agricole

et un élément clé pour la **croissance économique** (26,84% du PIB Total, source : [Commodafrica](#)).

Le gouvernement fédéral du Nigéria et les organisations internationales s'impliquent depuis plusieurs années dans le développement de la filière. Car, elle représente une opportunité pour le pays dans la course à la sécurité alimentaire. Elle permet par ailleurs, de réduire les problèmes de chômage. Les acteurs public et parapublics mettent en œuvre plusieurs politiques pour accroître la productivité et la compétitivité du produit.

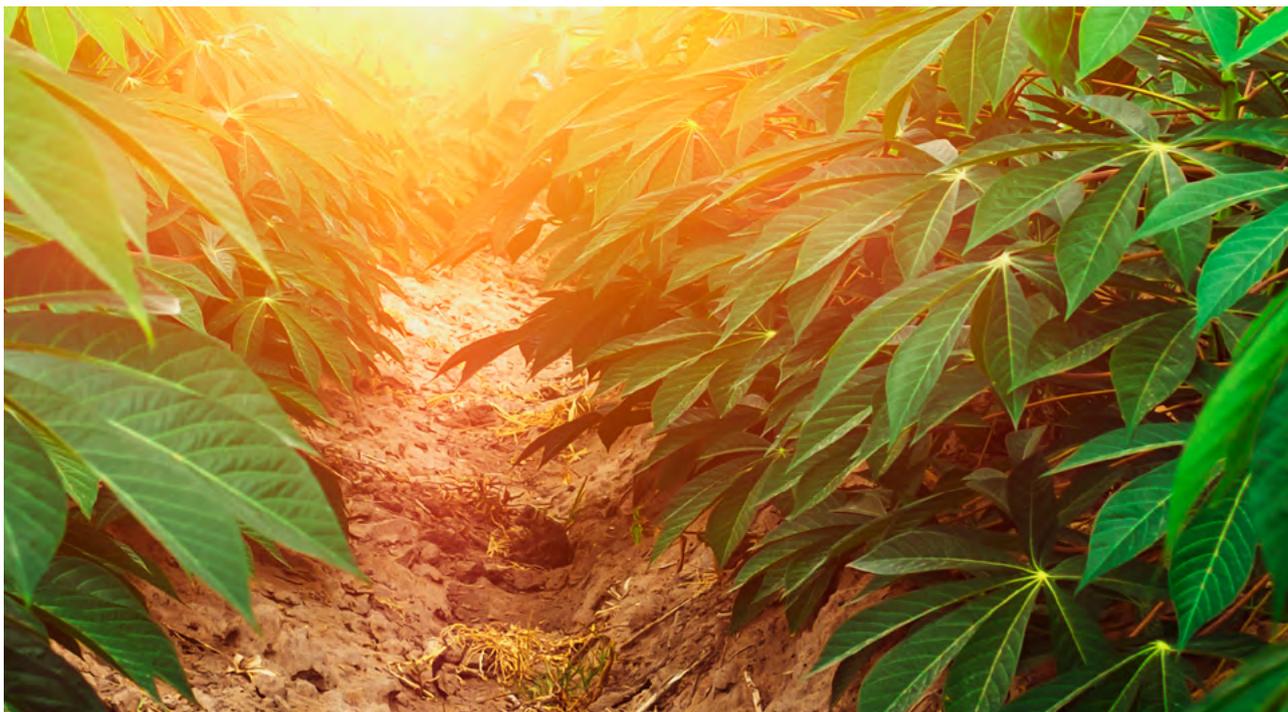
Les politiques publiques en faveur du développement de

la filière manioc au Nigéria.

Dès 2003 la **filière manioc** est passée sous administration spéciale du gouvernement du **Président Olusegun Obasandjo**. En 2006, l'initiative présidentielle sur le manioc a conduit au « Plan directeur du manioc », un plan stratégique pour accroître le développement de l'industrie. (Source : [Daily Truste](#).)

Par la suite, en 2012 la filière manioc a été au cœur des préoccupations agricoles du **Président Goodluck Jonathan** avec notamment, un projet de constitution d'un **fonds de développement du pain à base de farine de manioc**. L'objectif visé était de stimuler la croissance des revenus de la farine de manioc et de réduire les





Crédit photo AdobeStock_243079483

importations du blé.

Avec l'arrivée du gouvernement du **Président Mohamed Buhari** ces différents programmes ont perdu de leur dynamisme au profit d'un autre plan, le projet « Building an Economically Sustainable, Integrated Seed System for Cassava in Nigeria » (BASICS) qui signifie « Construire un système intégré pour les semences de manioc, qui soit économiquement durable ». La mise en œuvre du plan BASICS a été conduite par l'Institut International d'Agriculture Tropicale (**IITA**) à Ibadan en phase 1, à partir de novembre 2015. Selon le site d'information agricole **Agro-Agri-Afrique de l'Ouest**, l'objectif visé était « de fournir aux agriculteurs des variétés de manioc de meilleure qualité et plus productives ».

Toujours dans la poursuite de la dynamique de développement de la filière manioc au Nigéria, l'IITA a lancé la phase 2 du projet BASICS. Prévu pour durer 5 ans, BASICS-II

« vise à développer un nouveau système de semences de manioc plus durable qui rend les tiges de hautes qualités et les rendements plus importants, disponibles pour le marché et les agriculteurs africains. » renseigne Agro-Agri-Afrique de l'Ouest. Le projet a bénéficié du soutien financier de la fondation Bill & Melinda Gates à hauteur 14,3 millions USD, en mai 2020.

Les défis qu'il reste à relever dans l'industrie du manioc nigérian.

L'industrie de manioc s'est progressivement transformée ces deux dernières décennies en une source importante d'opportunités sociales, sociétales et économiques. Mais il reste toujours à relever des défis en développant des stratégies plus performantes pour :

- De meilleurs **pratiques agronomiques** ;

- Une production intensive de manioc utilisant des variétés améliorées avec un minimum de terre et de main-d'œuvre ;
- Une amélioration de la **chaîne de valeur du manioc** produit au Nigéria : le processus de production, de la transformation et de la commercialisation des différents dérivés (produits alimentaires ou industriels) ;
- Le rapprochement des **équipements de transformation** à l'intérieur ou à côté des fermes de production du manioc
- Etc..

Non seulement la filière manioc est une opportunité pour le Nigéria d'atteindre sa sécurité alimentaire mais également, elle offre des possibilités d'investissements pour les multinationales et de développement pour les industries agro-industrielles. ■



**RESTEZ CONCENTRÉ
SUR VOTRE MÉTIER
POUR LE RESTE, NOUS
SOMMES LÀ !**

**FORMATION | MENTORAT
ÉTUDES | CONSEIL
EXTERNALISATION**
Pilotage de gestion | Clients
Ressources Humaines
Systèmes d'information

Crédit photo : Senivpetro - Freepik

#EnsembleOnVaPlusLoin

Et si vous
faisiez la
promotion de
votre entreprise
ici ?

<https://www.kworldmagazine.online>



Messieurs Edjèdji Odilon ASSOÛ et Dotou Bénédict SAÏZONOU - Promoteurs du projet "Totché"

Edjèdji Odilon ASSOÛ et Dotou Bénédict SAÏZONOU | Le concept "TOTCHE", les villes et cultures du Bénin en dessins animés

Mélangant l'art à la technologie, le concept "TOTCHE", une série qui présente les villes du Bénin à travers des dessins animés à destination du public des plus jeunes. Edjèdji Odilon ASSOÛ et Dotou Bénédict SAÏZONOU sont deux jeunes Béninois scénaristes et réalisateurs de films d'animations. Ils sont spécialisés dans la création de contenus ludo-pédagogiques à destination des enfants et des jeunes. Membres de l'Association des Cinéastes de l'Image Animée du Bénin, ces deux jeunes talents sont le "cerveau" derrière le concept série "TOTCHE". K-WORLD est allé à leur rencontre pour en savoir plus. Découvrez notre entretien avec ces pépites du secteur de l'image animée au Bénin.

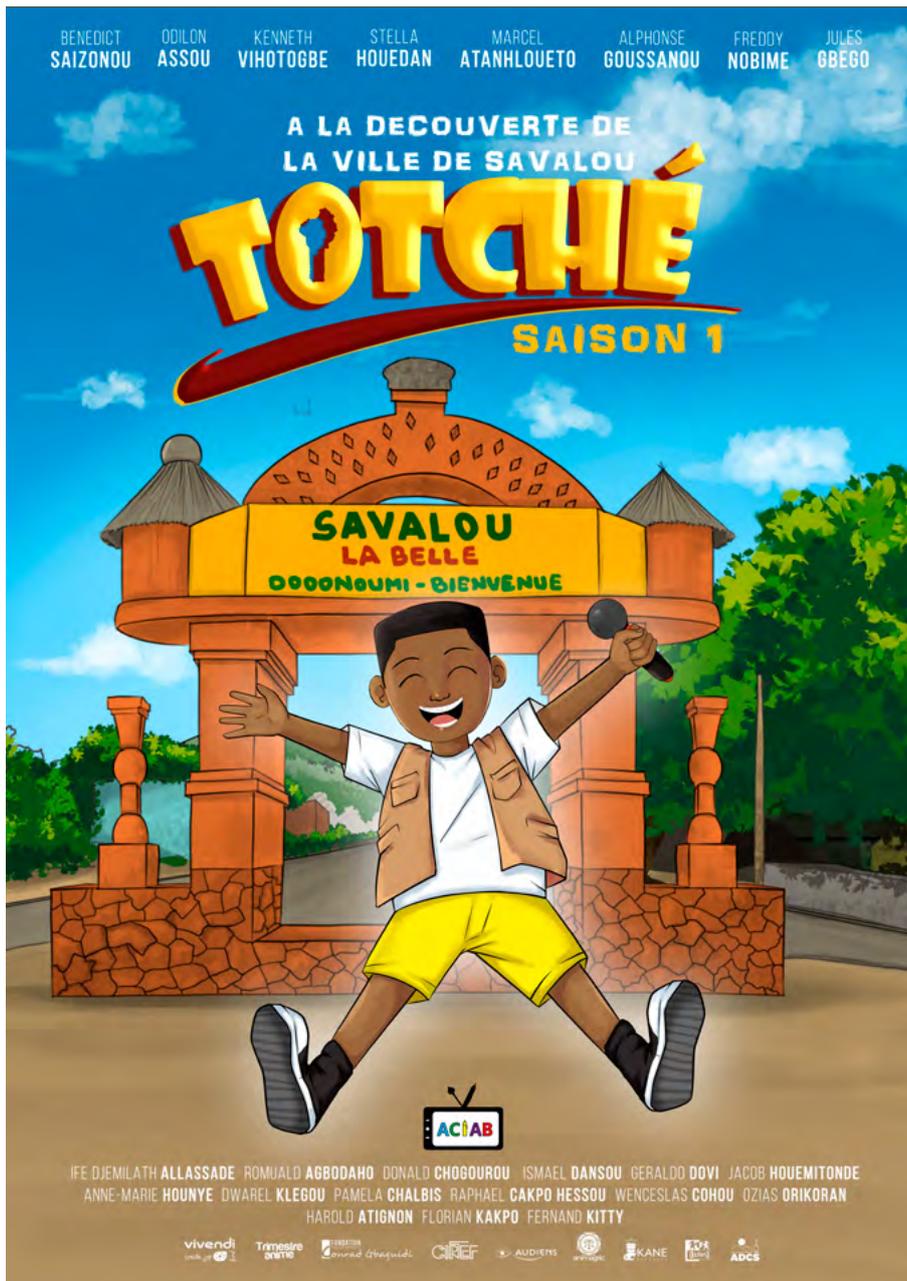
par Elias Mahoutondji Djividé

Quel est votre regard sur le secteur de l'image animée au Bénin ici ?

Permettez-nous de partir d'une analyse globale du secteur dans le

monde et en Afrique avant d'en venir au Bénin. Alors, aujourd'hui il faut remarquer que les contenus d'animation sont trop prisés dans le monde entier. Il y a de grandes franchises en termes de création de contenus d'animation.

En Afrique, il y a plusieurs initiatives qui existent afin que le



Crédit photo "Totché"

continent ait un bon positionnement sur la scène mondiale du dessin animé. Vous n'êtes pas sans savoir que ce sont des contenus que les enfants consomment beaucoup. Ils exercent d'ailleurs une certaine influence sur leur personnalité.

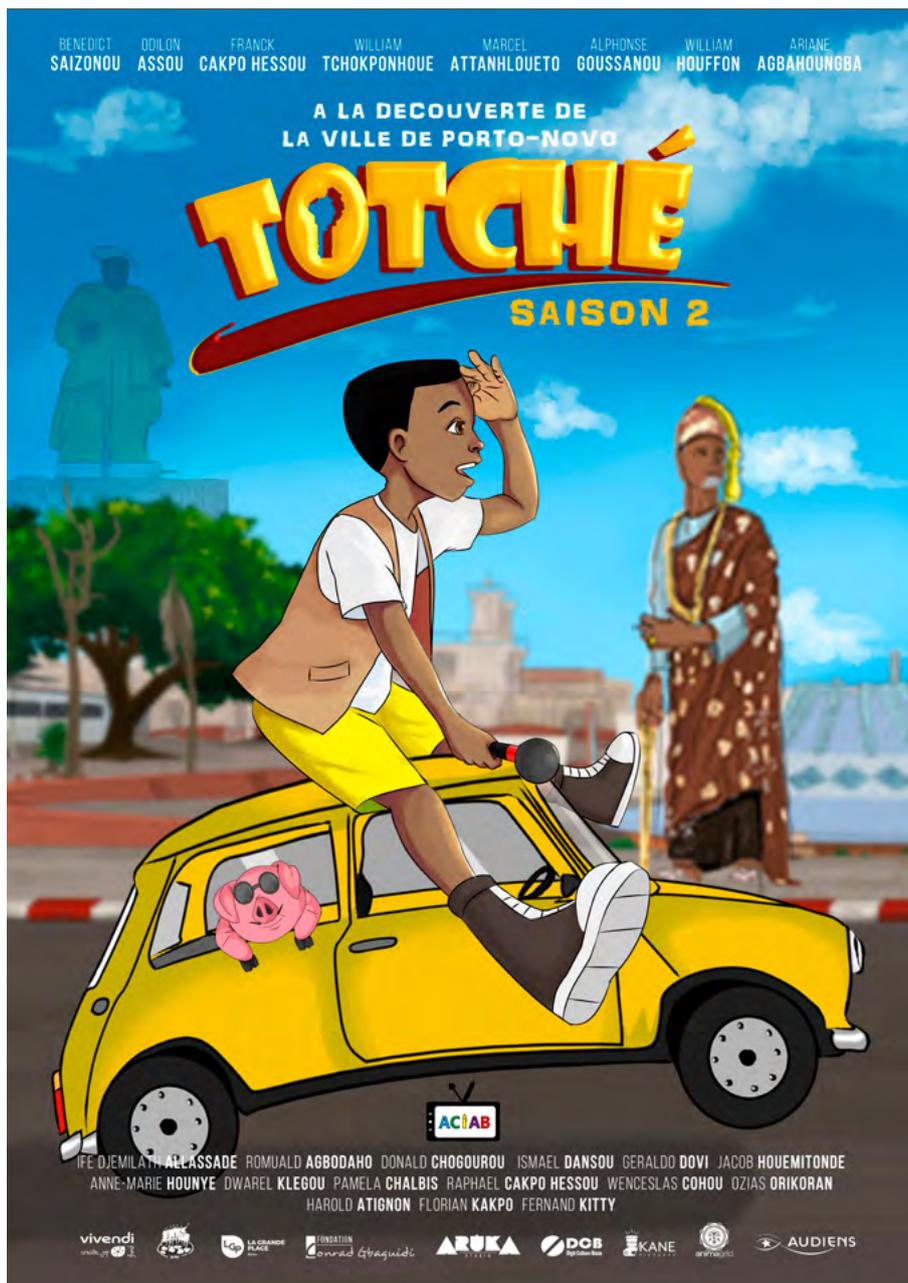
Et donc, l'Afrique a aussi commencé depuis des décennies à créer des contenus d'animation. Le but est de faire représenter l'histoire de ses communautés. Mais, ce qui est à retenir est que les standards internationaux restent difficiles à atteindre. Puisqu'il faut se l'avouer, il nous manque encore certaines expertises. Or cela se retrouve chez les américains, les européens et les asiatiques.

Au Bénin, pour chuter, c'est encore le bas niveau. Le secteur est embryonnaire. C'est vrai qu'il y a eu des initiatives par le passé. Et pour ça d'abord, je dois rendre hommage aux aînés qui ont essayé dans le temps de faire des œuvres dans ce sens. Je veux nommer **Joseph AKLIGO** alias Jo Palmer AGLIGO (Paix à son âme) et **Hector SONON**. Ils ont participé à la réalisation de ce qu'on peut appeler "première œuvre de dessin animé au Bénin".

Par la suite, il faut dire qu'il y a eu des initiatives de formation. AARG a formé pas mal de jeunes béninois aux techniques du cinéma d'animation, puisque le métier demande au-delà de tout, une technicité très pointue pour pouvoir avoir un rendu beau et attrayant. Retenez également qu'il y a l'**Association des Cinéastes de l'image animée** qui a vu le jour tout dernièrement. C'est le porte flambeau du cinéma d'animation aujourd'hui au Bénin. Elle est mère de plusieurs initiatives qui visent à faire connaître le secteur aux plus jeunes et qui sont passionnés. Nous devons leur reconnaître cela, les dirigeants

font un bon travail. Ils déploient plusieurs séries de formations à l'endroit des jeunes afin de susciter des vocations. C'est onéreux car se faire former en cinéma d'animation est très cher.

Pour ce qui est du marché, nous pouvons dire que les gens s'y intéressent. Ils nous sollicitent même pour des projets. Il y a la demande mais il existe encore très peu de productions. Ce qui existe, ce sont des contenus pour la publicité de petit format ci et là, ceci pour permettre aux techniciens d'animation d'explorer les techniques de création de contenus. Cela leur permet d'avoir un peu d'expérience et espérer travailler plus tard dans les studios d'animation en Afrique. Au Bénin, il n'existe pas encore de grands



Crédit photo "Totché"

studios d'animation en réalité. Voilà un peu une vue globale du secteur dans le monde, en Afrique et plus précisément au Bénin.

Alors qu'est-ce que nous pouvons apprendre sur le concept de série "TOTCHE" que vous pilotez depuis environ deux ans ?

"TOTCHE" est un concept de série d'animation que nous avons porté depuis des années. Nous avons eu l'opportunité de le mettre

en œuvre quand un de nous (Odilon) était au poste de directeur général de l'Association des Cinéastes de l'Image Animée du Bénin. Odilon a pu le proposer au conseil d'administration qui l'a adopté dans le projet associatif de 2021 à 2026. C'est un programme d'initiation au métier du cinéma d'animation des jeunes au Bénin. C'est bien évidemment ceux qui ont un talent en dessin et qui souhaiteraient se faire former. Alors le programme que Odilon a proposé pour le trimestre animé c'est trois mois d'initiation et de formation restitution au métier du cinéma d'animation.

Le but est que les jeunes bénéficiaires du programme puissent être accueillis en résidence pour bénéficier de prise en charge complète et des compétences des membres de l'association. Et lorsque nous sommes parvenus à cette étape, il y a une chronologie que nous suivons avec les apprenants en résidence. Par exemple dans la première semaine de la formation, on s'entraîne à écrire des scénarios et la semaine d'après enchaîne avec la suite du programme. C'est comme ça qu'à la fin du trimestre ; nous avons en plus des apprenants formés, une œuvre de restitution.

Le concept "TOTCHE" est l'une des œuvres réalisées dans le cadre du programme. C'est un concept de série d'animation qui vise à faire découvrir les villes du Bénin à travers le dessin animé en direction du jeune public. Nous avons un petit personnage qui s'appelle Tovi qui présente la ville. Nous avons déjà réalisé trois éditions dans trois différentes villes. La première c'était à Ouidah, la seconde à Savalou et la troisième à Porto-Novo. Mais nous avons commencé la mise en œuvre de la série il y a deux ans, juste. L'épisode 1 et le 2 se sont consacrés à la ville de Savalou

et de Porto-Novo. La série présente les villes à travers la démographie, les ethnies, leur histoire, les sites touristiques, la gastronomie etc.

L'objectif de la série est que tous les enfants des maternelles du Bénin puissent regarder ces contenus-là. Nous nous sommes fixés cet objectif parce que nous sommes convaincus que le cinéma d'animation participe véritablement à la formation des jeunes adolescents. L'exemple du Japon le prouve suffisamment. Grâce aux mangas, les Japonais ont imposé leur culture au monde entier et tout le monde en raffole. Il y a des Béninois qui même ; s'identifient à ces cultures car ils en ont tellement consommé. Nous, nous voulons inverser la tendance en proposant de contenus locaux qui mettent en valeurs l'offre culturelle du Bénin. Et c'est pour ça que nous avons ciblé d'abord les apprenants des cours primaires. Nous avons commencé nos séances de projection dans ces écoles qui, à notre foi, va s'élargir progressivement dans toutes les zones du pays.

S'agissant justement de la distribution, pouvez-vous nous dire quelles sont les zones déjà couvertes par le projet ?

Honnêtement, pour ce qui concerne ce volet du projet nous n'avons pas encore trouvé un moyen fiable pour y arriver. Ce que nous faisons actuellement c'est à petite échelle. Nous évoluons en fonction de nos moyens.

En effet, nous faisons la projection dans les cours primaires du grand Nokoué. Nous n'hésitons pas également à participer aux festivals de projection de films à l'intérieur du pays et à l'international. En dehors des écoles ciblées pour le moment, nous avons aussi fait des projections dans des espaces culturels. Ceux-là qui ont déjà un public de jeune conquis et qui aime les films d'animation.

Quels sont donc vos soutiens pour l'instant dans cette aventure ?

Nous tenons le coup face à nos engagements envers les jeunes que nous formons grâce à l'appui des partenaires. Ils ont compris la portée de notre projet et nous accompagnent au jour le jour. Ils ont cru en nous en voyant le potentiel derrière cela. Je peux citer **Vivendi create Joy** qui est un groupe qui finance plusieurs projets en Afrique.

Il nous a accompagné dès la première année et continue de le faire dans la transmission des connaissances aux personnes qui sont dans le besoin de nos offres de formations.

Nous avons aussi des partenaires locaux qui nous accompagnent. Grâce à eux, nous sommes en train de pouvoir nous déplacer pour la mise en œuvre du programme dans les différentes villes ciblées. C'est le cas de l'**Association pour le Développement de la Commune de Savalou (ADCS)**. Nous les remercions de l'occasion notamment son président **Mr. Conrad GBAGUIDI**. Aussi, il y a l'espace culturel " La grande place " de **Mr. Rafiy OKEFALOHAN**. Nous n'oublions pas nos

partenaires prestataires qui nous aident dans les supports de communication visuelle.

Quels sont vos défis actuels et sur lesquels vous travaillez ?

Actuellement, nous travaillons sur un concept de série à l'échelle du continent africain. C'est à quelque ressemblance près du concept série TOTCHE. Mais c'est sur les pays d'Afrique. Le but est de faire une série d'animation qui présente les pays africains. Et à chaque épisode, on découvre ce qui se passe dans chacun des pays.

Là, nous travaillons avec un mécanisme axé sur les standards internationaux. L'objectif est que ce film soit diffusé sur les chaînes qui proposent du contenu d'animation à l'international. Nous y travaillons pour les africains eux-mêmes, pour les citoyens du monde et surtout pour les enfants africains d'ici et ceux de la diaspora.

Avez-vous des appels à lancer à l'endroit des autorités pour vous soutenir ?

Nous prions juste vos lecteurs de nous envoyer de bonnes ondes positives afin que nous rencontrions des personnes véritablement passionnées et de bonne volonté. Merci ! ■

L'industrie de l'animation en Afrique

Le marché de l'animation en Afrique connaît depuis ces dix dernières années une croissance spectaculaire. Le secteur regorge de nombreux créateurs très talentueux. Le temps de sous-estimer l'industrie et la qualité des productions semble enfin révolu.

par La Rédaction

L'industrie de l'animation constitue un support d'**éducation ludique** à fort potentiel économique. Mais pas seulement ! C'est un secteur dans lequel les jeunes talents allient **création et technologie** pour raconter **l'histoire de l'Afrique selon un paradigme...africain**. Découvrez dans cet article l'industrie de l'animation dans le monde, la tendance du marché en Afrique et quelques-uns des enjeux et perspectives économiques y associés.

L'industrie de l'animation dans le monde .

L'animation est un mélange d'imagination, de scénario, de créativité et de valeurs véhiculées à l'aide de talents de narrateurs. C'est une discipline qui consiste à transformer des images figées, en films animés. Il existe ainsi l'animation traditionnelle et l'animation assistée de l'ordinateur. La représentation d'**images en 2D ou en 3D** apparaît comme la plus recherchée aujourd'hui.

L'**industrie de l'animation** fait partie des secteurs de divertissement en forte croissance dans le monde. Les États-Unis suivis du Japon et de la France, sont les leaders dans la production et la distribution de films d'animation. En 2021, le marché mondial était en hausse de 5% par rapport aux performances de 2020. Le secteur a

généralisé **372 milliards USD (Statista)**. Les plus grands studios de production de films animés dans le monde sont entre autres, **Sony Corporation of America** (84,594 milliards USD), la **Compagnie Walt Disney** (67,417 milliards USD), **Animation Dreamworks** (915,9 millions USD), **Pixar** (770 millions USD), **Cartoon Saloon** (6,04 million USD) etc. (Source : [Zippia](#)).

En France, le **Festival international de film d'animation d'Annecy** est une référence mondiale dans le domaine. C'est un cadre exclusif et un moment de rencontre des réalisateurs pendant lequel ils révèlent aux investisseurs leurs dernières créations. La prochaine édition aura lieu du 11 au 17 juin 2023.



Dessin animé "Garbage boy & Trash can- Crédit photo Cartoon Network / African animation Network

Tendances du marché en Afrique.

Le **marché de l'animation en Afrique** est en pleine effervescence. Au cours de cette dernière décennie, il y a eu de grands changements. De nouveaux talents de créateurs émergent un peu partout sur le continent. Mais il semble que des pays tels que le Nigéria, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Kenya, ou encore le Maroc soient très en avance sur le reste des producteurs continentaux. Les productions de films d'animations provenant de ces territoires réalisent de belles percées sur la scène internationale.

Ridwan Moshood au Nigéria, est

considéré comme l'un des meilleurs talents du continent. Animateur 2D, il est l'auteur de **Garbage boy & Trash can** qui est la 1ère série de super-héros africain sur la chaîne **Cartoon Network**. Il faut noter également la série "**Kenda**" de l'ivoirien Stéphane Mendonça ou encore le long métrage nigérian "**Lady Buckit and the motley mopsters**".

En Afrique du Sud Wilson Nick a lancé **African Animation Network (AAN)**. C'est l'une des plateformes sociales qui fait la promotion des productions et initiatives dans l'industrie d'animation en Afrique.

De plus en plus de jeunes professionnels dévoués et passionnés africains sont plus que prêts à révéler le potentiel créatif de l'Afrique dans l'**industrie globale**

de l'animation. Les publics africains apprécient le divertissement et veulent désormais voir leur propre histoire racontée de manière valorisante, par d'autres africains. En 2012 lorsque la convention **Lagos Comics Convention** se lançait au Nigéria, les organisateurs n'avaient comptabilisés que 300 visiteurs. Pour la 10ème édition en 2022 cependant, la tendance s'est fortement inversée avec plus de 6000 visiteurs

Les contenus diffusés durant cette édition étaient uniquement des **productions de créateurs locaux** et qui racontaient des **histoires africaines**.

Si l'on peut se féliciter du nombre croissant de créatifs et de producteurs africains, il faut également noter la croissance



Crédit photo Hot Ticket Productions

spectaculaire du **marché local** des consommateurs africains et des différentes diasporas. Car faut-il le rappeler, la population africaine est majoritairement jeune et de plus en plus urbanisée. L'accès aux équipements audiovisuels et à internet y sont en continuelle progression.

Les diasporas de leur côté, sont en quête d'identité et de reconnexion avec leurs origines africaines. Cela constitue un moteur exceptionnel pour stimuler la

consommation de **produits culturels identitaires**. En améliorant la qualité des supports, les créatifs répondent à une frustration latente de ces consommateurs établis dans le monde entier.

Mais, produire des contenus animés de qualité à un coût que les créateurs seuls ne peuvent pas supporter. Ils réclament à cor et à cris de l'accompagnement technique, infrastructurel, financier et de la part des politiques pour adresser valablement ces

potentiels.

Enjeux et perspectives économiques.

Depuis une dizaine d'année, des fonds spéciaux dédiés à l'animation qui se créent. Ils viennent compléter les investissements privés des **géants de l'industrie du cinéma en Afrique que sont le français**

AREOLIS

+229 91 39 24 24



Crédit photo Orance Houmphonou

#RévolutionnerAutrement



Crédit photo

Canal+ et l'américain Netflix.

En 2022, le potentiel du marché d'animation sur le continent s'évaluait à 2,1 milliards USD et pourrait atteindre 8,1 milliards USD en 2025 selon [Markwide Research](#). L'Afrique du Sud a, pour l'instant, le meilleur positionnement sur le marché. Elle détient 60% du marché a révélé la même étude. Dans le pays, entre 2019 et 2020, Cartoon Network a vu son chiffre progressé de 55% atteignant 1,5 million d'abonnés.

D'ici 05 à 10 ans encore, il y aura incontestablement un boom économique dans le secteur d'animation si l'on considère que le continent africain est un réservoir d'histoires extraordinaires à raconter. Le potentiel de consommateurs en Afrique est exponentiel avec une population de jeunes et de jeunes adultes qui représente plus des 2/3 de la population totale désormais de **1,4 milliards de personnes**. Nous parlons ici d'une population connectée et en demande d'une réappropriation

décomplexée de ses cultures et traditions.

La bonne nouvelle c'est que de plus en plus, les autorités des pays africains réalisent la puissance économique et géopolitique d'une industrie créative dynamique. Les dispositions pour accompagner à la mise en place de cadres réglementaires facilitant la production et la distribution des œuvres artistiques de toute nature se multiplient. Il suffit de regarder la contribution de l'industrie créative au PIB du géant nigérian par exemple ([Lire K-W0004 La République Fédérale du Nigéria, première puissance économique du continent africain depuis plus de 10 ans](#)).

Il reste ainsi des efforts d'investissements à faire dans tous les maillons de la chaîne de valeur de la production et de la distribution des produits d'animation africains, sur et en dehors du continent. Nous pouvons citer pêle-mêle, les **chaînes de diffusion locales** qui doivent investir davantage dans la **production et la diffusion de contenus locaux**, les organismes de **formation** qui pourraient diversifier et améliorer les contenus de leurs curricula pour orienter plus de jeunes vers les filières créatives lucratives, les **investisseurs privés** qui pourraient investir dans les **studios de production** et autres **équipements professionnels** de dernière génération etc....

Des efforts concertés et probablement panafricains, contribueraient significativement à la croissance de l'industrie d'animation sur le continent, avec des impacts certains sur l'**emploi** et la valorisation des **économies africaines**. ■

FORUM

Entrepreneuriat des Femmes des Jeunes et des Diasporas

14-15 juillet 2023

**Les produits textiles made in Africa,
entre tradition et innovation.**



Centre ARÉOLIS COWORKING (Gbegamey)

+229 91 39 24 24

accueil@nd-consultant-group.com



Magazine K-World
ND Consultant Group

N°277 rue 11.034, Gbégamey - Cotonou | Bénin
<https://www.kworldmagazine.online>
redaction@kworldmagazine.online